

**La DGSN lance
deux concours de
recrutement :
Postes, conditions
et modalités**

P.03

**Le président Tebboune met fin
aux fonctions du gouverneur de la
Banque d'Algérie :
Qui est son successeur ?**



P.03

**Importations record de
panneaux solaires :
L'Algérie redessine-t-elle
son avenir énergétique**



P.02

APN :



Journée parlementaire sur
la prévention des drogues
et le traitement de la
toxicomanie

P.04

Tunisie :



La taxe à la frontière
augmente pour les
voyageurs algériens

P.03

Annaba :



Collision entre un train de
banlieue et un bus :
Le wali se rend sur les
lieux du sinistre

P.06

**Visite d'inspection
du wali au port
d'Annaba pour le
suivi de l'activité
et du complexe à
conteneurs**



P.06



VOYAGER AVEC UN PASSEPORT ALGÉRIEN EN 2026 : Ce que révèle Passport Index

Le dernier Passport Index 2026, référence mondiale en matière de liberté de circulation internationale, dresse un constat sans surprise pour l'Algérie. Le passeport algérien conserve une position relativement stable par rapport aux années précédentes, confirmant une progression lente mais régulière de la mobilité des ressortissants algériens à l'échelle mondiale.

Établi par la plateforme internationale Passport Index, ce classement compare les passeports du monde entier selon le nombre de destinations accessibles sans visa, avec visa à l'arrivée ou via une autorisation électronique de voyage (AVE). Un indicateur devenu essentiel pour mesurer l'ouverture diplomatique et la liberté de

déplacement des citoyens.

Le Passeport Algérien : Classé 72^e Mondial en 2026

Dans l'édition publiée en ce début d'année 2026, le passeport algérien se hisse à la 72^e place mondiale, un rang identique à celui de 2025 et en hausse de deux positions par rapport à 2024, où il occupait la 74^e place. Son score de mobilité s'élève à 68, permettant aux détenteurs du passeport algérien d'accéder à 68 destinations dans le monde sans démarches consulaires lourdes. Dans le détail, les Algériens peuvent voyager vers 21 pays sans visa, bénéficier d'un visa à l'arrivée dans 44 pays, et entrer dans trois autres pays via une autorisation électronique de voyage.

Pays Accessibles sans Visa pour les Algériens

Parmi les destinations ouvertes sans visa aux détenteurs du passeport algérien figurent plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Asie. On peut notamment citer l'Angola, le Bénin, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Rwanda, la Tunisie et la Libye sur le continent africain.

Hors Afrique, les Algériens peuvent également voyager sans visa vers la Barbade, la Dominique, Haïti, l'Équateur, le Suriname, ainsi que Hong Kong, la Malaisie et la Micronésie.

Malgré ces facilités, le passeport algérien reste soumis à des restrictions importantes, puisque 130 pays et territoires exigent toujours un visa préalable pour les ressortissants algériens.



Comparaison avec d'autres Passeports et Classement Régional

À l'échelle continentale, le passeport algérien se classe 17^e en Afrique, partageant la 72^e place mondiale avec la Sierra Leone et le Cambodge. Il reste cependant devancé par plusieurs pays du Maghreb. Le passeport marocain, classé 58^e mondial, affiche un score de mobilité de 84, avec 42 pays accessibles sans visa. De son côté, le passeport

tunisien, classé 63^e, permet l'accès sans visa à 35 pays, confirmant une avance régionale notable.

Les Passeports les Plus Puissants au Monde en 2026

Au sommet du classement mondial, le passeport des Émirats arabes unis conserve sa première place, offrant un accès exceptionnel à plus de 135 destinations sans visa. Il est suivi par Singapour et l'Espagne, qui permettent chacun de voyager vers 175 pays sans visa, puis par la Belgique et la France, avec 174 destinations.

Ce contraste souligne l'écart persistant entre les passeports des pays les plus ouverts et ceux des États confrontés à des contraintes diplomatiques et migratoires plus fortes, dont fait encore partie l'Algérie.

IMPORTATIONS RECORD DE PANNEAUX SOLAIRES : L'Algérie redessine-t-elle son avenir énergétique

Àvec 2,02 GW de panneaux importés en seulement 11 mois, l'Algérie ne se contente plus de promesses environnementales. Le pays passe à l'offensive pour libérer son gaz naturel et accélérer sa transition vers le renouvelable.

Les importations algériennes de panneaux solaires chinois marquent un tournant historique. Pour les experts de l'énergie, ce n'est plus un simple signal, mais la preuve chiffrée que le dossier des énergies propres a quitté la sphère des discours pour s'ancrer dans la réalité du terrain.

L'objectif est de modifier le mix énergétique national, non pas pour l'esthétique écologique, mais pour réduire la pression sur le gaz naturel utilisé dans la production d'électricité, dégageant ainsi des marges cruciales pour l'exportation et l'industrie à haute valeur ajoutée.

Mix énergétique algérien : le solaire s'impose progressivement

Les chiffres de novembre 2025 sont sans appel. Le pays a enregistré un niveau d'importation sans précédent de panneaux solaires en provenance de Chine, atteignant 450 MW. Il s'agit du volume mensuel le plus élevé jamais enregistré.

La comparaison avec le mois d'octobre (170 MW) révèle un bond de 280 MW en l'espace de 30 jours. Cette accélération brutale, loin d'être une progression lente et linéaire, traduit une entrée massive dans la phase concrète de projets d'envergure.

Plus frappant encore : par rapport à novembre 2024 (100 MW), le volume a été multiplié par plus de quatre. Désormais, l'importation suit le rythme effréné de l'exécution des chantiers.

L'analyse des onze premiers mois de l'année 2025 montre une trajectoire

dynamique, bien que marquée par des fluctuations logistiques :

- Janvier : 390 MW (un démarrage en trombe).
- Février à Juin : Une phase de stabilisation et de procédures administratives.
- Juillet : 210 MW.
- Septembre : 240 MW.
- Novembre : Le pic historique de 450 MW.

Ces variations ne sont pas synonymes d'instabilité, mais reflètent la réalité d'un « marché de projets ». Les importations massives correspondent aux phases de « pose effective » sur les sites, tandis que les périodes plus calmes sont dédiées à la validation technique et à la logistique.

Solaire en Algérie : des importations massives qui changent la donne

Au total, l'Algérie a importé 2,02 GW de panneaux solaires chinois entre janvier et novembre 2025.



À titre de comparaison, la même période en 2024 ne comptabilisait que 160 MW.

Ce déploiement s'inscrit dans le programme national visant à installer 15 000 MW d'ici 2035. Sous l'impulsion de Sonelgaz, les chantiers se multiplient, à l'image de la centrale de Abadla (Béchar) de 80 MW lancée en mars dernier. Le dynamisme actuel est le fruit des accords signés en 2024 pour la création de 20 centrales solaires, transformant les contrats d'hier en chantiers d'aujourd'hui.

Si la Chine demeure le partenaire privilégié grâce à ses coûts

compétitifs et sa puissance de production, cette dépendance soulève une question stratégique : l'émergence d'une industrie solaire algérienne.

L'enjeu n'est plus seulement d'importer, mais de remonter la chaîne de valeur : assemblage local, maintenance, fabrication de composants et transfert de technologie. L'accélération du rythme de pose met désormais le secteur industriel national à l'épreuve.

Ainsi, l'année 2025 aura été celle de la preuve par les chiffres. Le compteur vers 2035 est bel et bien enclenché. Pour l'Algérie, le défi futur ne sera plus seulement de comptabiliser les panneaux importés, mais de transformer cette ressource solaire en un levier de souveraineté industrielle et économique durable.

DE DÉCHARGE GÉANTE À ESPACE VERDOYANT : Le pari réussi d'Alger pour l'écoparc d'Oued Smar

Longtemps considéré comme l'un des symboles les plus marquants de la pollution à Alger, le site d'Oued Smar, situé au sud de la capitale, a connu une transformation spectaculaire. Ancienne décharge à ciel ouvert pendant près de trois décennies, ce lieu autrefois redouté pour ses nuisances environnementales est aujourd'hui devenu un vaste écoparc verdoyant, ouvert au public depuis 2025.

Un projet ambitieux, financé à hauteur de 7 milliards de dinars, qui illustre la volonté des pouvoirs publics de réhabiliter des espaces dégradés et de

redonner vie à des zones longtemps abandonnées.

L'Écoparc d'Oued Smar, un nouveau poumon vert pour la capitale

La wilaya d'Alger a récemment diffusé une vidéo présentant une vue aérienne du site, révélant l'ampleur de cette métamorphose. Là où s'entassaient des montagnes de déchets, s'étendent désormais des espaces verts, des allées aménagées et des zones dédiées à la détente.

L'Écoparc d'Oued Smar s'impose ainsi comme un nouveau poumon écologique pour la capitale, venant renforcer le réseau d'espaces verts urbains

indispensables à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

Pendant plus de trente ans, la décharge d'Oued Smar a constitué un véritable cauchemar environnemental. Les habitants des quartiers voisins subissaient quotidiennement des odeurs nauséabondes, tandis que les fumées issues de l'incinération des déchets obscurcissaient le ciel et représentaient un danger pour la santé publique. Ce site, qualifié par beaucoup d'« abcès environnemental », symbolisait les limites de la gestion des déchets dans une métropole en pleine expansion.

D'un site pollué à un espace écologique

La reconversion du site a nécessité des années de travaux et une approche technique rigoureuse. Outre la réhabilitation paysagère, le projet a intégré une dimension écologique innovante. Les gaz générés par la décomposition des matières organiques, autrefois rejetés dans l'atmosphère, sont désormais captés et valorisés. Ils servent à produire de l'énergie, transformant ainsi une source de pollution en ressource utile.

Cette reconversion ne se limite pas à un simple embellissement urbain. Elle porte un message fort sur la possibilité de concilier développement urbain,



protection de l'environnement et bien-être des citoyens.

L'Écoparc d'Oued Smar incarne une nouvelle vision de la gestion des déchets et de la réhabilitation des sites dégradés, tout en offrant aux habitants d'Alger un espace de respiration et de loisirs.

À travers ce projet, Alger tourne une page sombre de son histoire environnementale et ouvre la voie à d'autres initiatives similaires, essentielles pour construire une ville plus durable et résiliente face aux défis écologiques futurs.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
contact@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'édition et de Publicité, Agence ANEP 01,
AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

LE PRÉSIDENTTEBBOUNE MET FIN AUX FONCTIONS DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE: Qui est son successeur ?

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, aux fonctions du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb. Dans le même temps, le chef de l'État a confié les missions de gouverneur par intérim au vice-gouverneur de l'institution, M. Moutassim Boudiaf. Cette décision marque un tournant important au sein de l'autorité monétaire du pays, à un moment où l'économie nationale fait face à plusieurs défis. La Banque d'Algérie occupe une place centrale dans l'architecture économique et financière du pays. Elle est chargée de la définition et de la mise en œuvre

de la politique monétaire, de la préservation de la stabilité du dinar, ainsi que de la supervision du système bancaire et financier. Le gouverneur de la Banque joue donc un rôle clé dans l'orientation économique générale, en coordination avec les pouvoirs publics.

Une décision présidentielle stratégique

La décision de mettre fin aux fonctions de M. Salah Eddine Taleb s'inscrit dans le cadre des prérogatives constitutionnelles du président de la République. Aucune précision officielle n'a été donnée sur les motifs exacts de ce changement.

La désignation de M. Moutassim Boudiaf en tant que gouverneur

par intérim vise à assurer la continuité du fonctionnement de la Banque d'Algérie. En sa qualité de vice-gouverneur, il dispose d'une connaissance approfondie des mécanismes internes de l'institution et des dossiers stratégiques en cours.

Cette nomination permet d'éviter toute vacance à la tête d'un poste sensible, notamment dans un contexte économique marqué par des enjeux liés à l'inflation, au financement de l'économie et à la stabilité du système financier.

Un contexte de réformes économiques

Ce changement intervient alors que l'Algérie poursuit un programme de réformes économiques visant à moderniser



le secteur bancaire, renforcer la transparence financière et améliorer la gouvernance des institutions publiques. Les autorités affichent également leur volonté de soutenir l'investissement, de promouvoir la diversification économique

et de réduire la dépendance aux hydrocarbures.

La Banque d'Algérie jouera un rôle majeur dans l'accompagnement de ces réformes, en modernisant les outils de gestion monétaire et en digitalisant les services bancaires.

En attendant une éventuelle nomination définitive à la tête de la Banque d'Algérie, M. Moutassim Boudiaf aura pour mission d'assurer la stabilité et le bon fonctionnement de l'institution. Cette décision présidentielle reflète l'importance accordée à la solidité du système financier et à la préservation des équilibres macroéconomiques du pays.

LA DGSN LANCE DEUX CONCOURS DE RECRUTEMENT: Postes, conditions et modalités

Lundi, l'ouverture de deux concours de recrutement destinés aux personnels assimilés et aux agents contractuels assimilés, au titre de l'exercice 2025.

Selon un communiqué officiel de l'institution, cette campagne de recrutement se décline en deux modalités distinctes selon le statut du poste :

•Personnels assimilés : Le recrutement pour les différents corps et grades s'effectuera par voie de concours et d'examens.

•Agents contractuels assimilés : Pour ces divers postes de travail, la sélection se fera par voie de test sur dossier. Les candidats retenus seront recrutés sous le régime du contrat à durée déterminée (CDD) à plein temps.

Afin de faciliter les démarches

des postulants, la DGSN précise que le formulaire de participation peut être téléchargé et imprimé directement depuis son site web officiel.

Les candidats peuvent également consulter l'intégralité des conditions d'éligibilité et les détails des profils recherchés via le portail numérique et les différentes plateformes sociales de la Police algérienne.

Coopération bilatérale : Ali Badaoui reçoit son homologue mauritanien à Alger

Parallèlement à ces annonces structurelles, le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, a multiplié les activités diplomatiques en recevant, ce dimanche à Alger, une délégation policière de haut niveau en provenance de la République islamique de

Mauritanie.

Conduite par le Général de division Mohamed Lehraitani, Directeur général de la Sûreté mauritanienne, cette visite s'inscrit dans une dynamique de renforcement des axes de coopération sécuritaire entre Alger et Nouakchott.

La séance de travail, qui s'est tenue au siège de la DGSN, a permis de définir les priorités de cette collaboration bilatérale.

Badaoui a particulièrement insisté sur l'impératif de consolider les mécanismes de coopération technique.

« Il est essentiel de poursuivre le renforcement de nos échanges, notamment dans le domaine de la formation spécialisée et de la police scientifique, pour faire face efficacement à la criminalité

transnationale organisée », a déclaré le patron de la police algérienne.

De son côté, le Général de division Mohamed Lehraitani a réitéré la volonté de la Mauritanie de s'appuyer sur l'expérience algérienne. Ce partenariat devrait se traduire concrètement par l'intégration d'officiers mauritaniens au sein des écoles et instituts de formation de la police algérienne.

Pour clore cette visite, la délégation mauritanienne entamera une série de visites de terrain. Ces immersions au sein des services opérationnels et techniques permettront aux experts des deux pays de partager leurs méthodes d'intervention et de moderniser leurs protocoles de sécurité commune.



TUNISIE:

La taxe à la frontière augmente pour les voyageurs algériens, voici les nouveaux tarifs

Chaque année, des milliers de touristes algériens se rendent en Tunisie, que ce soit à bord de leurs véhicules personnels ou en taxi depuis les zones frontalières. Mais pour traverser la frontière, les voyageurs doivent désormais s'acquitter d'une taxe plus élevée, conséquence directe des nouvelles dispositions de la loi de finances 2026.

Selon la loi de finances 2026, la taxe sur la consommation de carburant (TCC) a été revue à la hausse. Pour les véhicules touristiques, la première sortie du territoire entraîne désormais un paiement de 1.000 dinars,

contre 500 dinars l'an dernier. Cette mesure s'inscrit dans un dispositif de tarification progressive prévu par l'article 97 de la loi, qui prévoit une augmentation importante pour les sorties suivantes.

Ainsi, pour une deuxième sortie, les automobilistes devront verser 5.000 dinars, 10.000 pour la troisième, et 25.000 dinars pour toute sortie supplémentaire. Cette hausse significative concerne aussi bien les taxis que les particuliers et les bus.

Une taxe sur le carburant doublée pour la première sortie
Pour les taxis assurant plusieurs rotations quotidiennes entre

l'Algérie et la Tunisie, la hausse est particulièrement lourde. Alors qu'ils payaient 500 dinars par trajet en 2025, ceux qui effectuent quatre rotations par jour devront désormais s'acquitter de 25.000 dinars, selon un communiqué de la direction des douanes de la wilaya de Tébessa, publié le 3 janvier 2026. Cette augmentation risque de se répercuter sur le prix des courses et, par conséquent, sur le budget des voyageurs algériens.

Pour les particuliers qui se déplacent avec leur voiture personnelle, l'impact est moins important. Ceux qui n'effectuent qu'une seule entrée en Tunisie

verront leur taxe augmenter de 500 dinars seulement. Cependant, pour ceux qui effectuent des sorties répétées, le système progressif entraîne des montants beaucoup plus élevés, pouvant atteindre 25.000 dinars.

Une réforme qui transforme le passage de la frontière

La nouvelle réglementation ne concerne pas uniquement les taxis et les voitures particulières. Les bus traversant la frontière doivent désormais s'acquitter d'une taxe proportionnelle à leur poids : 5.000 dinars par rotation pour les véhicules de moins de 10 tonnes, et 12.000 dinars pour ceux dépassant 10 tonnes. Cette

mesure pourrait influencer le coût des voyages collectifs vers la Tunisie, notamment pour les groupes touristiques et les lignes régulières.

Cette hausse de la TCC reflète la volonté des autorités de réviser les tarifs liés aux passages frontaliers, tout en introduisant un système progressif qui pénalise davantage les sorties répétées. Si elle reste modérée pour les simples touristes, elle pourrait fortement impacter les professionnels du transport transfrontalier et modifier les habitudes des voyageurs.

Sortie de promotion de 354 agents de police à l'école "Mohamed Ouadah" d'Aïn Benian

Une promotion composée de 354 agents de police est sortie, dimanche, de l'Ecole de police "Mohamed Ouadah" à Aïn Benian (Alger), indique un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

La cérémonie de sortie de cette promotion, qui a porté le nom du chahid du devoir national,

l'officier de police feu Sayah Karim, a été présidée par le Directeur des unités républiques de sécurité, le contrôleur général de police, Mohand Cherif Daoud, représentant le Directeur général de la Sécurité nationale.

Cette promotion regroupe 354 agents de police relevant de l'Ecole de police "Mohamed Ouadah" et du Centre de formation de la

Police à Naciria (Boumerdès).

Les agents sortants ont bénéficié pendant une année (12 mois) d'une formation théorique et pratique dans divers domaines juridiques et professionnels, selon la même source.

Après la prestation de serment de fidélité par les élèves sortants et la remise des grades aux majors de promo, les nouveaux agents ont

présenté plusieurs démonstrations, notamment des techniques de self-défense, des simulations d'intervention pour assurer la sécurité des citoyens contre divers risques, le maintien de l'ordre public et l'organisation du trafic routier. Ces démonstrations ont reflété "le niveau distingué et la bonne formation acquise par les élèves de cette promotion sortante



qui vient renforcer les rangs de la Sécurité nationale".

Au terme de la cérémonie de sortie, la famille du chahid du devoir national, feu Sayah Karim, a été honorée par le représentant du Directeur général de la Sécurité nationale, précise le communiqué.

EDUCATION

Candidature au concours de recrutement des enseignants



Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a insisté sur le respect strict des dispositions légales régissant l'opération de dépôt des dossiers de candidature au concours sur titres pour le recrutement des enseignants, indique lundi un communiqué du ministère.

Lors d'une conférence nationale tenue, dimanche soir par visioconférence, avec les directeurs de l'Education, le ministre a souligné la nécessité de "se conformer strictement aux dispositions légales régissant l'opération de dépôt des dossiers de candidature au concours de recrutement des enseignants, particulièrement celles liées aux diplômes, en garantissant la transparence et l'égalité des chances entre tous les candidats, et ce, dans le respect strict des textes réglementaires en vigueur", précise-t-on de même source.

Après avoir donné la parole aux directeurs de l'Education pour exposer les préoccupations liées à l'opération d'inscription des candidats, le ministre a souligné que son département "tient compte de toutes observations et veille à les traiter de manière à garantir le bon déroulement du concours", faisant état de "la mise en place, au sein de l'administration centrale, d'une cellule de suivi chargée d'examiner les questions soulevées et d'apporter les précisions requises".

Pour ce qui est des wilayas disposant d'Ecoles normales supérieures (ENS) ou de leurs annexes, le ministre a fait état d'une étroite "coordination entre son département et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour la prise en charge des besoins exprimés en matière d'enseignants diplômés des ENS, ce qui a permis la création de nouvelles Ecoles et l'ouverture de nombreuses annexes dans plusieurs wilayas, pour former le plus grand nombre possible d'enseignants à l'avenir".

A cet effet, le premier responsable du secteur a insisté sur l'impératif de concrétiser cette coordination par "un dialogue entre les directeurs de l'Education de ces wilayas et ceux des ENS et de leurs annexes, pour s'enquérir de la réalité de la formation qui y est dispensée dans le cadre de la coopération entre les deux ministères".

Par ailleurs, le ministre a indiqué

que la régularisation de la situation juridique des membres des organisations syndicales "se fait en accord avec les partenaires sociaux, conformément aux dispositions prévues par la loi", affirmant que le ministère veille à ce que cette opération s'effectue "dans le respect des droits de tous les fonctionnaires". Il a également donné des orientations aux directeurs de l'Education pour "procéder à l'installation des concernés dans leurs postes dans un cadre empreint de respect et d'objectivité", en se contentant d'enregistrer les situations administratives (prise de fonction ou absence) sans prendre d'autres mesures, et ce, jusqu'à la finalisation de l'étude des dossiers soumis par les organisations syndicales au niveau central et l'annonce des listes définitives des délégués, conformément à la loi".

Sadaoui a, en outre, mis en avant, lors de cette conférence, "l'importance de la formation continue adoptée par le ministère en tant que stratégie de développement des compétences et d'approfondissement du capital cognitif et professionnel, pour améliorer la performance et accomplir les missions et prérogatives".

Au terme de son intervention, le ministre a appelé les directeurs de l'Education à "poursuivre, durant la semaine en cours, la campagne nationale de nettoyage et d'ornementation des établissements éducatifs, afin de garantir un environnement scolaire propre et sain", les invitant à "associer les élèves à cette initiative durant leur temps libre".

Il a également souligné la nécessité de "faire la promotion du Concours national de l'innovation scolaire via les pages officielles des directions de l'Education", exhortant l'ensemble des établissements à "y participer activement". Il a rappelé que les lauréats bénéficieront de "distinctions importantes" en reconnaissance de leurs efforts, conclut la même source.

Installation d'un groupe de travail multisectoriel pour le suivi du projet de création d'un Centre de recherche en virologie et d'une usine de production de vaccins



Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, lundi au siège du ministère, en compagnie du ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Koudri, la cérémonie d'installation d'un groupe de travail multisectoriel et pluridisciplinaire chargé du suivi du projet de création d'un Centre intégré de recherche en virologie et d'une usine de production de vaccins, indique un communiqué du ministère.

Cette installation s'inscrit dans le cadre de la "concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à ancrer la souveraineté sanitaire et à renforcer les capacités nationales en matière de recherche scientifique et d'industrie pharmaceutique, et intervient en application des instructions du Premier ministre et en exécution des décisions issues de la réunion ministérielle conjointe tenue le samedi 18 octobre 2025", précise le communiqué.

Composé de 22 membres représentant les secteurs de la Défense nationale, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique, de l'Industrie, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que l'Agence nationale de sécurité sanitaire, ce groupe est chargé du suivi de ce projet national stratégique consistant en la création d'un pôle intégré de recherche en virologie, ainsi qu'une usine nationale de production de vaccins", ajoute le

communiqué.

Ce projet vise à bâtir des capacités nationales avancées dans les domaines de la recherche, du développement et de la production, afin de garantir l'autosuffisance nationale en vaccins et la pérennité des ressources sanitaires, à renforcer la résilience du pays face aux futurs défis épidémiologiques et à promouvoir la place de l'Algérie sur la scène scientifique et sanitaire, tant au niveau régional qu'international.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Santé a souligné que le groupe de travail "assume une grande responsabilité nationale exigeant professionnalisme, rigueur et respect des hauts standards scientifiques internationaux", relevant, que la mission "ne se limite pas au suivi du projet seulement mais couvre également l'élaboration d'une stratégie scientifique intégrée, à travers l'évaluation des ressources et l'unification des efforts entre les différents secteurs, conformément à

la politique sanitaire et pharmaceutique nationale".

Pour le ministre, la réussite de ce groupe "sera un indicateur réel de notre capacité de travailler en coordination intersectorielle et permettra de transformer les défis sanitaires en force motrice pour la science, l'industrie et l'économie nationale en renforçant la sécurité sanitaire".

Il a appelé les membres du groupe à "faire preuve d'esprit d'équipe et de responsabilité nationale, en vue de concrétiser ce projet stratégique et d'en faire une référence nationale et internationale dans le domaine de la recherche et de la production de vaccins". Pour sa part, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a qualifié ce projet de "stratégique visant à renforcer le système de santé national, à anticiper les risques épidémiques et à développer une expertise nationale de haut niveau", ajoutant qu'en unifiant les efforts nationaux et en mobilisant les compétences scientifiques, techniques et institutionnelles, "il est possible de mettre en place une infrastructure moderne et sécurisée au service des citoyens".

Il a, à ce propos, souligné que "la concrétisation de ces ambitions exige le respect des délais fixés et l'adoption des plus hauts standards de qualité et de rigueur, afin de transformer ce projet en réalité tangible".

APN : Journée parlementaire sur la prévention des drogues et le traitement de la toxicomanie



la présentation de la stratégie nationale de la Sécurité nationale dans ce domaine, selon la même source.

L'événement prévoit d'autres communications portant sur la toxicomanie en milieu juvénile et sur le rôle des différents acteurs dans la prévention, notamment celui de la mosquée dans la sensibilisation des jeunes aux dangers des drogues et de la toxicomanie.

La journée parlementaire sera clôturée par un débat général permettant aux participants d'échanger les points de vue et de formuler des propositions.

Les travaux seront sanctionnés par la lecture d'une série de recommandations visant à renforcer les mécanismes de prévention, de prise en charge et de réinsertion sociale.

Cette journée constituera une "étape importante" dans le soutien aux efforts nationaux de protection de la société, notamment de la jeunesse, contre les dangers des drogues, et dans le renforcement d'une approche globale en matière de prévention, de traitement et de réinsertion, conclut le communiqué.

deux communications pour mettre en lumière la gravité du phénomène de la toxicomanie et la nécessité de conjuguer les efforts législatifs, exécutifs et sociétaux afin d'y faire face.

Le programme de cette journée prévoit plusieurs interventions spécialisées, notamment une communication sur les approches thérapeutiques et les expériences de terrain réussies dans le traitement de la toxicomanie, ainsi qu'une communication sur les politiques publiques et les législations nationales en matière de lutte contre la toxicomanie, et

Par ailleurs, le ministre a indiqué

DÉPÔTS EN CASH:

Le nouveau DG de la Banque d'Algérie annule la note « controversée » du 22/12/2025

Une nouvelle note officielle de la Banque d'Algérie vient préciser les conditions d'alimentation des comptes commerciaux, en autorisant explicitement le recours aux moyens de paiement scripturaux et au paiement en espèces.

Cette clarification, confirmée à l'issue d'une rencontre entre le ministère du Commerce intérieur et l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), vise à lever les ambiguïtés qui ont alimenté inquiétudes et rumeurs dans les milieux professionnels.

La question du cash, déjà largement traitée ces dernières semaines, avait pris une tournure sensible après l'entrée en vigueur d'une précédente note bancaire, perçue par de nombreux opérateurs comme une restriction brutale. La nouvelle décision de la Banque d'Algérie apporte un cadrage précis et remet

le débat sur un terrain réglementaire clair.

Fin du cash en Algérie : une nouvelle note de la Banque d'Algérie qui change le cadre

Dans une note récente, la Banque d'Algérie autorise désormais l'alimentation des comptes commerciaux par des moyens de paiement scripturaux ou par paiement en espèces, en fonction du chiffre d'affaires quotidien et/ou hebdomadaire.

Selon le texte officiel, cette possibilité s'inscrit « conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur », tout en maintenant les mesures de vigilance applicables aux clients bancaires. La Banque d'Algérie précise que ces mesures doivent être appréciées « selon une approche fondée sur le risque », dans les mêmes conditions qu'avant la note du 22 décembre 2025.

Autrement dit, il ne s'agit pas d'un durcissement du cadre, mais d'un retour à un fonctionnement encadré et proportionné à l'activité réelle des commerçants.

Banque d'Algérie : des opérations adaptées au profil du client

La note souligne également que les opérations d'alimentation des comptes doivent rester :

- Compatibles avec le profil du client
- Cohérentes avec les informations détenues par la banque
- Alignées sur le volume réel d'activité déclaré

Cette approche vise à concilier la lutte contre les pratiques à risque avec la nécessité de garantir la continuité normale de l'activité commerciale, notamment pour les petits et moyens opérateurs fortement dépendants du cash.

La Banque d'Algérie précise enfin que cette nouvelle note annule et remplace officiellement la note



n°02/DGIG/2025 datée du 22 décembre 2025, qui avait suscité de larges interprétations dans les milieux économiques.

Fin du cash : une clarification saluée par les commerçants

Cette mise au point a été évoquée lors de la rencontre entre le ministre du Commerce intérieur et de la

régulation du marché national, Amel Abdellatif, et le secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi. Selon l'Union, cette clarification constitue un signal rassurant pour les commerçants, les artisans, les prestataires de services et les transporteurs.

L'UGCAA affirme que la situation du marché national évolue dans un cadre normal et appelle les professionnels à poursuivre leurs activités sans céder aux rumeurs diffusées sur certaines plateformes numériques.

En conclusion, la nouvelle note de la Banque d'Algérie permet de repositionner clairement le débat sur la fin du cash. Le recours aux espèces reste autorisé dans un cadre réglementé, proportionnel à l'activité et conforme au profil des clients bancaires.

LA LOI DE FINANCES 2026 PUBLIÉE AU JO:

Importation de véhicules, taxes, croissance... les points clés

Publiée au Journal Officiel le 31 décembre, la Loi de finances 2026 est entrée en vigueur ce 1er janvier.

Entre budget record, projections économiques et mesures ciblées, le texte fixe les priorités de l'État pour l'année 2026.

Loi de Finances 2026 en Algérie : budget record et répartition sectorielle

La Loi de finances 2026 consacre le plus gros budget jamais adopté par l'Algérie. Les recettes sont estimées à 8.009.025.301.630 dinars (plus de 61 milliards de dollars), tandis que les dépenses atteignent 17.636.662.280.000 dinars, soit plus de 135 milliards de dollars.

Les principaux ministères bénéficient des plus gros budgets :

• Défense nationale : 3.205 milliards de dinars



• Finances : 3.384 milliards de dinars, dont 2.118 milliards non assignés

• Éducation nationale : 1.851 milliards de dinars

• Intérieur et collectivités locales : 1.535 milliards de dinars

• Santé : 1.084 milliards de dinars, avec une contribution prévisionnelle de 170 milliards de la sécurité sociale pour financer les établissements hospitaliers et la charge médicale des

assurés sociaux.

Ainsi, cette enveloppe exceptionnelle reflète la volonté de l'État de soutenir les secteurs stratégiques et les services publics, tout en maintenant des équilibres macroéconomiques prudents.

Loi de Finances – croissance hors hydrocarbures : les prévisions 2026, 2027 et 2028

Le texte table sur un taux de croissance de 4,1 % en 2026, qui devrait atteindre 4,4 % en 2027 et 4,5 % en 2028.

Ces projections reposent principalement sur les performances attendues des secteurs hors hydrocarbures, afin de renforcer la diversification économique.

Le baril de pétrole est hypothétiquement fixé à 60 dollars, conditionnant les équilibres financiers retenus pour l'année.

Impôts et fiscalité : le socle des recettes 2026

Par ailleurs, les recettes fiscales constituent l'essentiel des ressources de l'État pour 2026, avec 7.025.011.301.630 dinars provenant des impôts, dont :

• 2.068.635.502.061 dinars d'impôt sur le revenu (IRG).

• 1.619.392.929.856 dinars d'impôts sur la consommation.

Ces chiffres confirment le rôle central de la fiscalité dans le financement du budget et la nécessité de moderniser les procédures pour améliorer la collecte.

Importation de véhicules de moins de 5 ans : une ouverture encadrée

En outre, la LF 2026 précise les conditions pour importer un véhicule de moins de cinq ans, mais la mesure ne concerne pas tous les Algériens. Elle s'applique uniquement aux

nationaux qui :

• Sont immatriculés auprès des représentations diplomatiques ou consulaires.

• Effectuent un « retour définitif » après un séjour continu d'au moins trois ans à l'étranger.

• N'ont jamais bénéficié des avantages liés au changement de résidence.

Ces personnes peuvent importer un véhicule électrique, essence ou hybride (tourisme ou utilitaire) ou un véhicule à deux roues. Les importations bénéficient d'exemptions douanières et de dispense du contrôle du commerce extérieur. Sous plafond, 8 millions de dinars pour les stagiaires et étudiants, 10 millions pour les autres citoyens.

LE DEAL SONATRACH-PERTAMINA PREND FORME:

1 million de barils exportés pour la 1^{er} fois vers l'Indonésie



Le Subholding Shipping, par PT Pertamina International Shipping (PIS), prend en charge le transport international.

Le Subholding Refining & Petrochemical, via PT Kilang Pertamina Internasional (KPI), assure l'achat et l'exploitation des raffineries en Indonésie.

Dharmawan H. Samsu, président du conseil d'administration de PIEP, a souligné que « le succès de cette première expédition est le résultat

d'un long processus de diplomatie et de négociation. La première cargaison d'un million de barils confirme la valeur stratégique de l'extension du Bloc 405A pour les 25 prochaines années. »

Sonatrach et Pertamina : des relations consolidées par trois nouveaux contrats

Le 22 décembre, Sonatrach et Pertamina ont signé trois contrats de service relatifs à l'enlèvement du pétrole brut, du condensat et des GPL

Le 26 décembre, PT Pertamina Internasional EP (PIEP), filiale internationale de la compagnie pétrolière indonésienne Pertamina, a réalisé sa première expédition de pétrole brut depuis le port d'Arzew, à Oran, vers son pays d'origine. Transportant un volume d'un million de barils. Cette opération illustre la mise en œuvre concrète de l'extension du Contrat de Partage de Production (PSC) du Bloc 405A. Garantissant à Pertamina la continuité de ses activités en Algérie pour les 25 prochaines années.

Cette première cargaison ne se limite pas à un simple transfert de pétrole. Elle matérialise un partenariat stratégique de longue date. Initié entre 2002 et 2003 par des contrats annuels, le lien entre Pertamina et Sonatrach s'est renforcé au fil des années. Notamment avec l'acquisition des droits de gestion du

périmètre Menzel Ledjmet (MLN) en 2014.

« Cet événement constitue un jalon important pour renforcer la position de Pertamina en tant qu'acteur international du pétrole et du gaz », a déclaré Syamsu Yudha, président-directeur de PIEP. « Nous remplissons notre mandat pour renforcer la résilience énergétique nationale grâce à des pratiques opérationnelles supérieures et durables en Algérie. »

Exportation de pétrole vers l'Indonésie : une logistique intégrée pour un transport international fluide

Le succès de cette première expédition repose sur une synergie étroite entre les différentes filiales de Pertamina : • Le Subholding Upstream PHE, via PIEP et PAEP, assure la production des hydrocarbures à l'étranger.

Le Subholding Shipping, par PT Pertamina International Shipping (PIS), prend en charge le transport international.

Le Subholding Refining & Petrochemical, via PT Kilang Pertamina Internasional (KPI), assure l'achat et l'exploitation des raffineries en Indonésie.

Dharmawan H. Samsu, président du conseil d'administration de PIEP, a souligné que « le succès de cette première expédition est le résultat

d'un long processus de diplomatie et de négociation. La première cargaison d'un million de barils confirme la valeur stratégique de l'extension du Bloc 405A pour les 25 prochaines années. »

Sonatrach et Pertamina : des relations consolidées par trois nouveaux contrats

Le 22 décembre, Sonatrach et Pertamina ont signé trois contrats de service relatifs à l'enlèvement du pétrole brut, du condensat et des GPL

Visite d'inspection du wali au port d'Annaba pour le suivi de l'activité et du complexe à conteneurs

S.F

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a effectué, hier lundi, une visite d'inspection au port d'Annaba, dans le cadre du suivi de la dynamique de travail et de la situation du complexe à conteneurs.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des priorités fixées par les autorités locales, visant à améliorer la performance du port et à renforcer son rôle stratégique dans l'approvisionnement du marché national. À cette

occasion, le wali s'est enquis du déroulement des opérations portuaires et des mécanismes mis en place pour assurer la fluidité du trafic des marchandises. Dans le but de garantir une meilleure circulation des flux au sein du port, le wali a tenu des échanges avec les agents et opérateurs de transit, au cours desquels il a pris connaissance de l'état d'avancement des opérations de sortie des marchandises. Il a insisté sur la nécessité d'accélérer la libération

des cargaisons, notamment celles à caractère prioritaire, afin de répondre aux besoins du marché local.

Le wali a également apporté les éclaircissements nécessaires concernant les mesures d'accompagnement et les facilitations accordées aux opérateurs économiques, réaffirmant l'engagement des autorités à lever les contraintes et à améliorer les conditions de travail au niveau de cette infrastructure stratégique.



ANNABA / SIDI AMAR

Collision entre un train de banlieue et un bus: Le wali se rend sur les lieux du sinistre

S.F

Un accident de la circulation impliquant un train de banlieue desservant la commune de Sidi Amar et un bus appartenant à un opérateur privé, s'est produit hier lundi 05 janvier 2026.

L'incident a eu lieu au niveau de la cité "Boussedra", relevant de la commune d'El Bouni. Dès l'annonce de l'incident, le wali Abdelkrim Lamouri, s'est rendu sur place afin de s'enquérir de la situation et de l'état de santé des personnes impliquées. Il était accompagné des services de la protection civile et de la sûreté nationale, mobilisés pour sécuriser les lieux et prendre en charge les victimes.

Selon les premières informations,

aucune perte humaine n'est à déplorer. Toutefois, le conducteur du train ainsi que celui du bus ont subi des blessures légères. Ils ont été immédiatement évacués vers la structure de santé la plus proche pour recevoir les soins nécessaires.

En marge de cette visite, le wali a également tenu à échanger avec plusieurs citoyens de la région de Boussedra, écoutant leurs préoccupations et doléances, liées notamment à la sécurité et aux conditions de circulation dans ce secteur.

Les autorités locales ont réaffirmé leur engagement à renforcer les mesures de prévention afin d'éviter la répétition de tels accidents et à assurer la sécurité des usagers de la route et du rail.



ANNABA / ADMINISTRATION

Le wali-délégué s'entretient avec des citoyens pour écouter leurs préoccupations

Imen.B

Dans le cadre de la politique de proximité et de renforcement du lien entre l'administration et le citoyen, le wali-délégué de la circonscription administrative, Benaouda Benmostefa, a procédé, hier à une série de réceptions dédiées aux citoyens, au cours desquelles il a pris connaissance de leurs préoccupations et doléances. Ces rencontres s'inscrivent dans la continuité des efforts visant à instaurer une administration à l'écoute, soucieuse de contribuer au solutionnement des problèmes quotidiens rencontrés par les habitants de la circonscription. Les citoyens reçus ont exposé diverses préoccupations touchant plusieurs secteurs, notamment le logement, l'aménagement urbain, les services

publics, l'emploi, ainsi que d'autres questions d'intérêt général. À cette occasion, le wali-délégué a accordé une attention particulière à chaque dossier présenté, émettant des instructions aux services concernés afin d'assurer un suivi rigoureux et une prise en charge efficace des requêtes soulevées, dans le respect des lois et des procédures en vigueur. Ces séances d'écoute directe traduisent la volonté des autorités locales de rapprocher l'administration du citoyen, de promouvoir la transparence et de renforcer la confiance, tout en contribuant à l'amélioration des conditions de vie et à la consolidation du développement local au niveau de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa".



ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUEDA BENMOSTEFA" **Réunion de la commission technique pour le suivi des projets d'aménagement en cours de réalisation**

Imen.B

Le wali-délégué de la circonscription administrative, Benaouda Benmostefa, a présidé, hier, une réunion de la commission technique de la circonscription administrative, consacrée au suivi et à l'évaluation de l'état d'avancement des projets d'aménagement de la nouvelle ville, et ce, dans le cadre de la dynamique de développement urbain et d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Cette réunion s'est tenue en présence du directeur de l'établissement d'aménagement de ladite localité, des directeurs-délégués du logement, de l'urbanisme et des équipements publics, de la santé et de la population, de la jeunesse et des sports, de l'énergie, ainsi que des chefs des subdivisions des travaux publics, de l'hydraulique et des équipements publics. Ont également pris part à cette rencontre l'inspecteur administratif de l'éducation chargé de la gestion de la direction-déléguée de l'éducation, le vice-président chargé des travaux, ainsi que le bureau d'études. Les travaux de la réunion ont porté essentiellement sur le suivi du rythme d'avancement des projets d'aménagement



de la nouvelle ville, en distinguant entre les projets en cours de lancement et ceux déjà en réalisation, tout en évaluant les contraintes rencontrées sur le terrain et les moyens à mobiliser pour les surmonter. Un accent particulier a également été mis sur la prise en charge des préoccupations des habitants, soulevées par les citoyens, ainsi que sur le traitement des différents points noirs signalés, dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'assurer un développement urbain harmonieux et durable. À l'issue de la réunion, le wali-délégué a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs, d'accélérer la cadence de réalisation des projets et de veiller au respect des normes de qualité et des délais fixés, afin de répondre efficacement aux attentes des citoyens de la circonscription administrative.

ANNABA / CHETAÏBI: **Réunion de coordination consacrée à la préparation de la saison estivale 2026**

Imen.B

Une réunion de coordination s'est tenue, hier, sous la présidence du Chef de la daïra de Chetaïbi, Walid Zernadji. Cette rencontre a été consacrée à l'examen et à la préparation des différents aspects liés à la saison estivale 2026 au niveau de la commune de Chetaïbi, dans le cadre d'une anticipation visant à assurer un été organisé, sécurisé et répondant aux attentes des citoyens et des estivants. La réunion s'est déroulée en présence du P/APC, Slimane Othmani, du vice-président chargé de l'environnement et du cadre de vie, ainsi que des représentants de la brigade territoriale

de la gendarmerie nationale, de la conservation des forêts, de la direction de l'environnement, de l'entreprise Sonelgaz, du chef du service du port de Chetaïbi, de la structure communale de l'hygiène et de la santé, du bureau des biens communaux et de l'Algérienne des Eaux. Les discussions ont porté principalement sur l'organisation des plages, la sécurité des estivants, l'amélioration de l'hygiène et de la propreté, la protection de l'environnement, l'approvisionnement en eau potable et en énergie, ainsi que la coordination entre les différents services concernés afin d'assurer une prise en charge optimale durant la période estivale.

ANNABA / ADMINISTRATION

Réceptions des citoyens : Les services de la wilaya à l'écoute des préoccupations de la population

S.F

Dans le cadre des réceptions périodiques consacrées à l'écoute des préoccupations des citoyens, organisées chaque lundi, les services de la wilaya ont reçu, hier lundi, un groupe de citoyens ainsi que des représentants de la société civile. Ces rencontres s'inscrivent dans une démarche visant à renforcer la communication entre l'administration et les citoyens et à assurer une prise en charge effective des doléances exprimées. Les préoccupations soulevées lors de ces réceptions ont été enregistrées, examinées et orientées vers les services compétents, en vue de leur traitement conformément aux dispositions légales en vigueur. Les séances de réception se sont déroulées en présence de plusieurs responsables de l'administration locale, notamment le wali-délégué de la circonscription administrative Benmostefa Benaouda, le secrétaire général de la wilaya,



l'inspecteur général, le directeur de la réglementation et des affaires générales, ainsi que les chefs de daïra, chacun intervenant selon ses prérogatives. À travers ces rencontres, les autorités locales réaffirment leur volonté de demeurer à l'écoute des citoyens, de renforcer la proximité administrative et de trouver des solutions concrètes aux préoccupations soulevées, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

ANNABA :

Poursuite des opérations de nettoyage et d'entretien des espaces publics

S.Y

Dans le cadre des efforts visant à préserver la propreté de l'environnement et à protéger les espaces verts, les services de la wilaya d'Annaba ont poursuivi, avant-hier, ces opérations de taille des arbres et de nettoyage des espaces publics, conformément au programme arrêté par le cabinet du wali, à travers la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale destinée à améliorer l'aspect urbain de la ville, à sécuriser les axes routiers et à maintenir un cadre de vie sain pour les citoyens. Les interventions ont concerné plusieurs points stratégiques, notamment des axes à forte fréquentation et des espaces verts, où

des travaux d'entretien et de maintenance ont été réalisés.

Les opérations ont permis le nettoyage de la route du port, de la route nationale n°44, ainsi que de certains axes urbains de la commune d'Annaba, à l'image de l'avenue "Seddik Ben Yahia" et de la route "Abdelmalek Ramdane". Par ailleurs, des travaux de maintenance et d'entretien des espaces verts ont été effectués au niveau de la place de la Révolution, contribuant ainsi à l'amélioration du paysage urbain.

À travers ces initiatives, les autorités locales réaffirment leur engagement à pérenniser les actions de protection de l'environnement, tout en appelant les citoyens à préserver la propreté des espaces publics et à adopter des comportements responsables.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :

La police sollicitée par 1323 appels via ses numéros verts durant le mois de décembre 2025

Imen.B

Dans le cadre de la concrétisation du principe de la police de proximité et du renforcement de la prise en charge optimale des préoccupations des citoyens, les services de la sûreté de la wilaya d'Annaba ont enregistré 1323 appels téléphoniques, via leurs numéros verts, au cours du mois de décembre 2025. Ces appels ont été reçus à travers les différents numéros mis à la disposition des citoyens, à savoir le numéro d'urgence 17, le

numéro vert 1548, ainsi que le numéro vert 104, spécialement dédié à la prise en charge des catégories vulnérables. Les sollicitations ont porté sur plusieurs volets, notamment les demandes d'intervention pour apporter assistance et secours, les renseignements et l'orientation, ainsi que le signalement de diverses affaires susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Cette dynamique témoigne du rôle central que joue la communication directe entre la police et le citoyen,

permettant une intervention rapide et efficace des services de sécurité, et contribuant ainsi au renforcement du climat de sécurité et de sérénité au sein de la wilaya. À cette occasion, la police d'Annaba salue et apprécie l'implication constructive des citoyens, les appelant à poursuivre leur coopération et à signaler toute situation ou tout méfait de nature à compromettre leur sécurité ou celle de leurs biens, réaffirmant ainsi son engagement à demeurer à l'écoute et au service de la population.



ANNABA / EL BOUNI :

La direction du commerce à pied d'œuvre au marché de gros des fruits et légumes

Imen.B

Dans le cadre des efforts continus de la direction du commerce, à travers le service de contrôle des pratiques commerciales, visant à suivre la situation de l'offre et de l'approvisionnement et à veiller à la stabilité du marché, des agents de contrôle ont effectué, hier à l'aube, à partir de 04h30, une sortie de contrôle sur le terrain au niveau du marché en gros des fruits et légumes d'Anter, situé sur le territoire de la commune d'El Bouni.

Cette opération de contrôle, menée dès les premières heures du matin, avait pour objectif de constater de visu le déroulement des activités commerciales, la disponibilité des produits et l'évolution des prix, notamment dans un contexte marqué par une forte demande sur les produits de large consommation. À l'issue de cette visite, plusieurs constats ont été relevés, notamment une disponibilité notable de l'ensemble des variétés de fruits et légumes, qu'ils soient de saison ou hors saison, avec

des quantités suffisantes pour répondre aux besoins des commerçants et des différents opérateurs économiques. Les agents ont également observé une activité commerciale normale et régulière, marquée par un flux naturel et organisé des opérations d'achat et de vente. Il a été constaté, par ailleurs, que le processus d'approvisionnement du marché se déroule de manière ordinaire et continue, sans aucun signe de perturbation ou de dysfonctionnement. Les prix pratiqués au niveau du marché de

gros sont restés dans leurs niveaux habituels, sans enregistrement de hausses injustifiées, et aucun indicateur de pénurie de produits n'a été relevé. Cette sortie de contrôle confirme la stabilité de la situation du marché en gros des fruits et légumes d'El Bouni et reflète l'efficacité des dispositifs de suivi mis en place par les services compétents, qui poursuivent leurs actions de terrain afin de garantir un approvisionnement régulier et protéger le pouvoir d'achat du citoyen.



ANNABA / CHÉTAÏBI :

Journée récréative dédiée aux enfants

Imen.B

Sous l'égide de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Annaba, l'association "Al Barâa et l'enfant de Chétaïbi" a organisé une journée récréative au profit des enfants de la commune de Chétaïbi, dans une ambiance conviviale et empreinte de joie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions sociales et éducatives visant à promouvoir le bien-être de l'enfant et à lui offrir des espaces d'expression et

de divertissement. Le programme de la journée a été marqué par l'organisation de diverses activités ludiques et éducatives, incluant des jeux, des concours et des animations adaptées aux différentes tranches d'âge. L'événement a également été l'occasion de célébrer l'anniversaire des enfants dont la date coïncidait avec cette journée, leur permettant de partager un moment festif entourés de leurs camarades. Des cadeaux symboliques ont été remis aux

enfants concernés, contribuant à renforcer le sentiment d'attention et de reconnaissance à leur égard. Très appréciée par les enfants et leurs familles, cette journée récréative reflète l'engagement des acteurs associatifs, en coordination avec les autorités locales du secteur de la jeunesse et des sports, à œuvrer pour l'épanouissement psychologique et social des enfants, tout en consolidant les valeurs de solidarité et de cohésion au sein de la communauté locale.



ANNABA / VIGILANCE MÉTÉO :

Un épisode de pluies, d'orages et de chutes de neige attendu sur plusieurs régions du pays dès aujourd'hui

S.F

Les services de l'Office National de la Météorologie ont placé plusieurs régions du pays en vigilance météorologique de niveau 1 (jaune) en raison d'un épisode d'instabilité atmosphérique prévu aujourd'hui 06 janvier 2026. Cette situation

sera marquée par des pluies parfois soutenues, accompagnées localement d'orages, de vents forts et de chutes de neige sur les reliefs.

Les précipitations toucheront, dans un premier temps, des régions du nord et de l'ouest avant de s'étendre progressivement vers l'est et les Hauts-Plateaux. Les services

météorologiques annoncent également une activité orageuse significative sur une large partie du territoire, y compris certaines zones intérieures et sahariennes, ce qui pourrait entraîner des ruissellements importants et une baisse de la visibilité.

Des rafales de vent sont attendues sur plusieurs wilayas côtières et continentales, pouvant provoquer

des soulèvements de sable dans les régions du sud et rendre la navigation maritime ainsi que la circulation routière plus difficiles. Par ailleurs, des chutes de neige sont prévues sur les zones montagneuses, notamment sur les hauteurs de l'ouest, du centre et de l'Est du pays, avec un risque de perturbation du trafic routier.



Au Soudan, 114 morts en une semaine dans le Darfour, dans des combats entre l'armée soudanaise et les paramilitaires

Fin octobre, les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) se sont emparées du dernier bastion de l'armée au Darfour lors d'une offensive sanglante marquée par des exécutions, des pillages et des viols. Depuis, les combats avec l'armée se multiplient, selon le monde fr.

Les combats entre l'armée soudanaise et les paramilitaires se multiplient. 114 civils ont été tués en l'espace d'une semaine dans le Darfour du Nord, ont fait savoir dimanche 4 janvier à l'Agence France-Presse (AFP) deux sources médicales.

Un conflit oppose depuis avril 2023 l'armée aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) qui contrôlent notamment les cinq capitales de la vaste région du Darfour. Les FSR ont ensuite concentré leur offensive sur la région voisine du Kordofan, mais des combats continuent sporadiquement au Darfour.

« Cinquante et un civils ont été tués dans des frappes de drones de l'armée sur la ville d'El-Zurq », a rapporté une source médicale de l'hôpital de la ville, précisant que l'attaque avait visé un marché et des zones civiles.

Cette ville de l'Etat du Darfour du Nord abrite la résidence de



certains membres de la famille du général Mohammed Daglo, le chef des paramilitaires. L'attaque a conduit à la mort des chefs militaires Moussa Saleh Daglo et Awad Moussa Saleh Daglo, selon un témoin qui a assisté aux enterrements. Une autre source médicale a fait état de 63 civils tués à Kernoï, près de la frontière tchadienne, en plus de 57 blessés. Située à environ 170 kilomètres à l'ouest d'El-Zurq, Kernoï est tenue par des forces alliées à l'armée. Des sources locales ont fait savoir que 17 personnes étaient également portées disparues à l'issue de ces attaques.

El-Obeid, ville stratégique

Depuis fin décembre, plus de 7 500 personnes ont fui les localités de Kernoï et la localité proche d'Oum Barou, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Nombre d'entre elles font partie de l'ethnie Zaghawa, ciblée par les FSR et dont certains membres ont combattu dans les rangs des forces alliées à l'armée.

Fin octobre, les FSR se sont emparées d'El-Fasher, la dernière capitale du Darfour qui leur échappait encore, assenant leur domination sur l'ensemble du Darfour. Elles ont alors été accusées par des ONG et témoins de

nombreuses exactions.

Depuis, les paramilitaires ont mené des attaques près la frontière tchadienne où se trouve notamment Kernoï. Ils ont surtout dirigé leur offensive au Kordofan voisin, région centrale stratégique qui se trouve sur l'axe entre le Darfour et la capitale Khartoum, que l'armée a reprise en mars.

Les FSR encerclent notamment la ville d'El-Obeid, capitale du Kordofan du Nord, où le courant a été coupé dimanche après une frappe de drone qui a visé sa centrale électrique, selon la compagnie d'électricité nationale. « La centrale d'El-

Obeid a été la cible à l'aube d'une attaque de drones qui a provoqué un incendie (...) entraînant l'interruption de l'alimentation électrique », a déclaré l'entreprise Soudan Electricité, précisant que la défense civile tentait de maîtriser l'incendie. Elle a imputé l'attaque à la « milice », en référence aux FSR.

« Pire crise humanitaire au monde »

Le 31 décembre, des forces alliées à l'armée avaient annoncé la reprise aux FSR de plusieurs villes situées au sud d'El-Obeid. Selon une source militaire, cette progression pourrait ouvrir la route entre El-Obeid et Dilling », une ville assiégée par les FSR du Kordofan du Sud, tout comme la capitale Kadougli.

Depuis mi-décembre, plus de 11 000 personnes ont fui les régions du Kordofan du Nord et du Sud « en raison d'une recrudescence des violences », selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le conflit au Soudan a fait plusieurs dizaines de milliers de morts, déraciné des millions de personnes et provoqué ce que l'ONU qualifie de « pire crise humanitaire au monde ». Les différentes tentatives de médiation pour mettre fin aux combats ont échoué.

Enlèvement de Nicolas Maduro

Ce que contient l'acte d'accusation de la justice américaine



Etats-Unis. Nicolas Maduro Moros, l'accusé, est au cœur de cette corruption, et s'est associé à ses complices pour utiliser son autorité acquise illégalement et les institutions qu'il a gangrenées afin de transporter des milliers de tonnes de cocaïne aux Etats-Unis. »

Accusé de « conspiration narcoterroriste » dans un document publié samedi, le président du Venezuela risque la prison à perpétuité, mais l'implication réelle de l'Etat vénézuélien dans le trafic de drogue à destination des Etats-Unis est discutée, selon le monde fr.

La cour de justice fédérale de Manhattan (New York, Etats-Unis) a beau avoir vu passer nombre de célébrités, la présence d'un accusé qui présidait encore, trois jours auparavant, aux destinées d'un

autre pays, représente une première. Nicolas Maduro, le dirigeant du Venezuela enlevé à Caracas par les forces spéciales américaines dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, doit comparaître lundi 5 janvier à midi (18 heures à Paris), aux côtés de son épouse, Cilia Flores, lors d'une audience de mise en accusation : ils ont été inculpés devant la justice américaine pour trafic de cocaïne et « conspiration narcoterroriste », et devraient plaider, selon toute vraisemblance, « non coupable ».

L'acte d'accusation sur lequel repose la procédure a été rendu public samedi. Les 25 pages, signées Jay Clayton, le procureur du district sud de New York, où seront jugés les époux Maduro, exposent en des termes juridiques la théorie défendue depuis des mois par l'administration Trump : « Depuis plus de vingt-cinq ans, les dirigeants vénézuéliens ont abusé de la confiance publique liée à leur position et ont corrompu des institutions autrefois légitimes pour importer des tonnes de cocaïne aux

GROENLAND :

Donald Trump réaffirme que les Etats-Unis ont « besoin » de l'île et appelle à s'en « occuper » dans vingt jours

Avant cette déclaration, la première ministre danoise avait demandé au président américain de « cessez les menaces » d'annexion du territoire, rappelant que le peuple groenlandais avait « clairement fait savoir qu'il n'était pas à vendre », selon le monde fr. Donald Trump a réaffirmé, dimanche 4 janvier au soir, son souhait de voir le Groenland passer sous la coupe américaine, après que la première ministre danoise a exhorté les Etats-Unis à « cesser [les]menaces » d'annexer le territoire ce week-end. « Nous avons besoin du Groenland du point de vue de la sécurité nationale, et le Danemark ne sera pas en mesure de s'en occuper », a déclaré le président américain aux journalistes à bord d'Air Force One. « Nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois... parlons du Groenland dans vingt jours

», a-t-il ajouté. L'intervention militaire américaine au Venezuela, qui a mis en exergue l'intérêt de Donald Trump pour les vastes ressources pétrolières du pays, a ravivé les craintes pour le Groenland, convoité par le président américain pour ses importantes ressources minières et son emplacement stratégique. Plus tôt déjà, Donald Trump avait poussé la cheffe du gouvernement danois, Mette Frederiksen, à sortir de sa réserve. Interrogé lors d'un entretien téléphonique par The Atlantic sur les implications de l'opération militaire au Venezuela pour le Groenland, Donald Trump répondait que c'était à ses partenaires de les évaluer, selon le magazine. « Ils vont devoir se faire leur propre opinion. Je ne sais vraiment pas », a déclaré M. Trump, ajoutant : « Mais nous avons absolument besoin du

Groenland. Nous en avons besoin pour notre défense. »

« Pas à vendre »

La première ministre danoise s'est élevée contre la convoitise du président américain : « Je demande instamment aux Etats-Unis de mettre fin à leurs menaces contre un allié historique et contre un territoire et un peuple qui ont clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas à vendre », a écrit Mme Frederiksen dans un communiqué dimanche soir. « Je dois le dire très clairement aux Etats-Unis : il est tout à fait absurde de dire que les Etats-Unis devraient prendre le contrôle du Groenland », a-t-elle ajouté.

Samedi, une publication sur X de l'épouse du directeur de cabinet adjoint de la Maison Blanche, Stephen Miller, avait ravivé les craintes danoises. Katie Miller a publié sur son compte X une carte du Groenland colorée aux



couleurs du drapeau américain, assortie d'une courte légende en capitales : « SOON » (« bientôt »).

Katie Miller a été un temps conseillère et porte-parole de la commission pour l'efficacité gouvernementale (DOGE), alors dirigée par Elon Musk, avant d'être employée par le milliardaire dans le secteur privé.

La première ministre danoise a rappelé que le Royaume du Danemark, qui inclut les îles Féroé et le Groenland, « fait partie de l'OTAN et bénéficie ainsi de la garantie de sécurité de l'alliance ». Le Danemark est un allié historique et traditionnel des Etats-Unis, se fournissant largement auprès de Washington pour son armement.

La grève des médecins libéraux s'annonce « excessivement suivie », le gouvernement prévient que des « réquisitions » sont possibles

Les médecins de ville et les cliniques commencent lundi un mouvement de grève, que les syndicats prédisent comme très suivi, afin notamment de dénoncer diverses mesures du budget de la Sécurité sociale 2026, selon le monde fr.

Les médecins de ville et les cliniques commencent, lundi 5 janvier, un mouvement de grève prévu pour durer dix jours, afin notamment de dénoncer diverses mesures les concernant dans le budget de la Sécurité sociale 2026. La grève, lancée par les organisations professionnelles représentatives ainsi que des syndicats étudiants et de la jeune génération de médecins, devrait conduire à la fermeture des cabinets et à l'annulation d'opérations, prédisent ces derniers.

D'après le syndicat CSMF, le « mouvement sera excessivement suivi », 85 % de ses adhérents ayant annoncé leur intention de faire grève. Du côté des médecins de ville,



Jeunes Médecins Ile-de-France a lancé une plateforme pour permettre aux grévistes de se déclarer. Plus de 14 500 sont déjà enregistrés. Une manifestation est aussi prévue à Paris, pour le 10 janvier.

Les patients déjà hospitalisés continueront à être soignés, mais les personnes arrivant aux urgences ou à la maternité seront, sauf urgences vitales, « transférées vers l'hôpital public », selon les syndicats. La grève

pourrait ainsi mettre sous tension l'hôpital public, déjà éprouvé par un pic d'épidémies hivernales.

Des mesures pour assurer la permanence des soins sont prévues, a annoncé la ministre de la santé, Stéphanie Rist. Dans un entretien à La République du Centre publié dimanche, la ministre dit avoir, « depuis plusieurs jours », « pris des mesures pour organiser la permanence des soins avec les agences régionales

de santé [ARS], les établissements, les professionnels eux-mêmes pour que nos concitoyens ne soient pas en danger pendant cette mobilisation ». « On peut également avoir recours aux réquisitions, en cas de besoin », ajoute Stéphanie Rist, expliquant qu'elle prendra ses « responsabilités pour que nos concitoyens puissent être soignés, tout en respectant la possibilité de faire grève pour les professionnels ».

« Augmentation exponentielle des dépassements d'honoraires »

Les grévistes déplorent un budget de la « Sécu » insuffisant face à des besoins croissants, un contrôle accru des prescriptions d'arrêt de travail ou des mesures permettant aux autorités de baisser « de façon autoritaire » les tarifs de certains actes, en « contournant » le dialogue social. Ils craignent également la restriction de leur liberté d'installation, objet de textes en cours d'examen au Parlement.

Pour le syndicat des gynécologues

obstétriciens (Syngof), ce mouvement est « la conséquence de politiques qui agressent les médecins », notamment le secteur 2 (praticiens conventionnés avec dépassements d'honoraires), alors que les tarifs remboursés par l'Assurance-maladie n'ont pour certains « pas évolué depuis les années 1990 ».

Stéphanie Rist a, pour sa part, rappelé qu'il y avait « une augmentation exponentielle de ces dépassements d'honoraires ces dernières années ». « Même si les abus ne concernent qu'une minorité de médecins, nous ne pouvons pas laisser la situation en l'état, car nous avons des concitoyens qui renoncent aux soins pour des raisons financières », a expliqué la ministre.

Candidate à sa réélection de députée de la 1re circonscription du Loiret, dont le premier tour est prévu pour le 18 janvier, Mme Rist précise qu'en cas de défaite elle proposera de démissionner du gouvernement.

Au Royaume-Uni, des produits privés de publicité pour lutter contre l'obésité infantile

Selon le gouvernement, 22 % des enfants en Angleterre sont obèses ou en surpoids lorsqu'ils entrent à l'école primaire, à 5 ans environ ; un chiffre qui monte à 35,8 % lorsqu'ils la quittent, à 10 ou 11 ans, selon le monde fr. Les biscuits, céréales, boissons gazeuses et produits surgelés trop gras, salés ou sucrés, seront privés de publicité à la télévision britannique et sur Internet à partir de lundi 5 janvier, afin de lutter contre l'obésité infantile, a annoncé le gouvernement, selon le monde fr. Il sera désormais impossible de faire

de la publicité pour des dizaines d'aliments à la télévision avant 21 heures, une mesure qui, selon le gouvernement, permettra d'éviter chaque année 20 000 cas de cette maladie, qui progresse dans le pays. La publicité en ligne pour ces produits, auxquels s'ajoutent pizzas, glaces, confiseries, yaourts aromatisés ou certains jus de fruits, devient, quant à elle, totalement interdite.

Tous ces aliments ont été évalués comme les « moins sains » par un système de notation du gouvernement, s'appuyant sur

la teneur en sel, en graisses, en sucres et en protéines. Certaines céréales sucrées (granola, porridge, muesli) pour le petit-déjeuner, certains produits de boulangerie ainsi que des boissons énergisantes, smoothies, hamburgers ou nuggets de poulet surgelés sont eux aussi concernés. Leurs versions plus saines, comme les yaourts nature, seront, en revanche, épargnées.

Caries dentaires

Selon le gouvernement, 22 % des enfants en Angleterre sont obèses ou en surpoids lorsqu'ils entrent à l'école primaire, à l'âge de 5 ans

environ, un chiffre qui monte à 35,8 % lorsqu'ils la quittent, à 10 ou 11 ans.

Les caries dentaires sont également la première cause d'admission de jeunes enfants de 5 à 9 ans à l'hôpital, au Royaume-Uni. Le gouvernement espère, grâce à cette mesure, inciter les industriels à reformuler les recettes de leurs produits pour les rendre plus sains.

Katharine Jenner, directrice générale de la coalition Obesity Health Alliance, a salué une « mesure bienvenue et attendue de longue date pour mieux protéger les enfants

de la publicité pour des aliments et boissons malsains ».

Le Royaume-Uni a également annoncé à la fin de novembre qu'une taxe sur les boissons sucrées, entrée en vigueur en 2018, allait être étendue à plus de produits, pour inclure notamment les milk-shakes et laits aromatisés.

Le taux d'obésité des adultes dans ce pays est le troisième plus élevé en Europe, et cette maladie coûte 11,4 milliards de livres sterling (environ 12,9 milliards d'euros) par an au NHS, le système public de santé, selon le gouvernement.

CAN-2025 / ALGÉRIE-RD CONGO : Les « Verts » à l'assaut des quarts de finale

L'équipe nationale de football s'apprête à entrer dans le vif du sujet en affrontant la RD Congo, mardi à 17h00, pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, avec l'ambition clairement affichée de valider son billet pour les quarts de finale.

Après un premier tour sans faute, marqué par trois succès en autant de matchs, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez s'apprêtent à défier un adversaire d'un autre calibre. Conscients de l'importance de l'enjeu, les « Verts » savent qu'ils devront éléver leur niveau de jeu pour espérer franchir ce cap face à une équipe congolaise qui a montré de solides dispositions lors de la phase de groupes.

Dirigée par le technicien français, Sébastien Desabre, la RD Congo s'est qualifiée sans concéder la moindre défaite, avec deux victoires et un match nul, confirmant son statut d'adversaire solide, capable d'exercer un pressing intense et de faire valoir sa puissance athlétique dans les duels.

Les « Léopards » traversent, depuis un peu plus de deux mois, une période faste, matérialisée par une série de huit matchs sans défaite, toutes compétitions confondues.

Cette rencontre décisive



se présente avec son lot de contraintes pour la sélection nationale. Le sélectionneur Vladimir Petkovic devra composer sans trois défenseurs: Samir Chergui et Jaouen Hadjam, forfaits sur blessure, ainsi que Rayan Aït-Nouri, indisponible en raison d'une forte grippe. Des absences qui pèsent sur les choix tactiques du staff technique, sans pour autant diminuer de la détermination totale d'un groupe résolu à

relever le défi. A 24 heures de ce match face à la RD Congo, le groupe algérien affiche un visage serein et résolument tourné vers l'objectif. Il aborde ce rendez-vous décisif avec calme et concentration, porté par une atmosphère de travail empreinte de confiance et de responsabilité. Conscients de l'importance du moment, les joueurs savent ce qu'exige un tel rendez-vous et se montrent prêts à répondre

présents, animés par la volonté commune de franchir un cap et de poursuivre l'aventure continentale.

La rencontre sera dirigée par un quatuor arbitral égyptien, conduit par Mohamed Maârouf Eid Mansour, assisté de ses compatriotes Mahmoud Ahmed Kamel Aboulregal (assistant 1) et Ahmed Houssam Taha Ibrahim (assistant 2).

Le rôle de quatrième arbitre sera assuré par Amin Mohamed

Omar.

En cas de qualification face à la RD Congo, l'Algérie retrouvera en quarts de finale le vainqueur de l'autre huitième opposant le Nigeria au Mozambique, programmé samedi 10 janvier à 17h00. Une perspective qui incite les « Verts » à rester pleinement concentrés sur l'obstacle congolais, premier pas indispensable vers un rêve continental qu'ils espèrent raviver.

CAN-2025 / ALGÉRIE-RD CONGO : Petkovic à l'heure des choix tactiques

A 48 heures du choc Algérie-RD Congo, mardi (17h00) pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2025, le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, affine ses options, notamment sur le plan défensif, un secteur touché par des incertitudes mais loin d'être dépourvu de solutions. En dépit de la défection de Samir Chergui et Jaouen Hadjam, et alors que la participation du latéral gauche Rayan Aït-Nouri demeure incertaine, diminué après une forte grippe, le staff technique garde une bonne marge de manœuvre.

Un ajustement tactique n'est ainsi pas à exclure face aux «Léopards», avec probablement la mise en place

d'une défense à trois axiaux. Dans cette configuration, Ramy Bensebaïni, Aïssa Mandi et Zinédine Belaïd pourraient constituer la charnière centrale.

Belaïd s'est d'ailleurs illustré lors du dernier match de la phase de groupes face à la Guinée équatoriale (3-1), en trouvant le chemin des filets et en démontrant sa capacité à répondre présent dans les rendez-vous importants.

Polyvalent, Bensebaïni peut également glisser dans le couloir gauche si les circonstances l'exigent, tandis que Mehdi Dorval est pressenti pour suppléer Aït-Nouri en cas de forfait.

L'autre option qui s'offre à Petkovic consiste à évoluer avec deux défenseurs axiaux (Bensebaïni-Mandi) et deux

latéraux de métier utilisés comme pistons (Belghali-Dorval).

Des options qui offrent à Petkovic la possibilité d'adapter son plan de jeu sans bouleverser l'équilibre collectif, tout en tenant compte des forces de l'adversaire.

Après avoir fait tourner son effectif face au «Nzalang Nacional» de la Guinée équatoriale, le technicien bosnien a en outre permis à plusieurs cadres, à l'image du capitaine Riyad Mahrez, Ismaïl Bennacer ou encore Hicham Boudaoui, de souffler, dans l'optique de ce huitième de finale qui s'annonce intense et très disputé.

Face à une sélection congolaise auteure d'un premier tour convaincant, avec notamment un nul imposé au Sénégal



(1-1), les « Verts » savent que la solidité défensive et la fraîcheur physique seront des clés majeures pour poursuivre l'aventure dans cette 35e édition.

NATIONAL

CAN-2025 : Egypte - Bénin : Les Pharaons s'extirpent du piège béninois (3-1, a.p)



L'Egypte était aux prises avec le Bénin en 8es de finale de la CAN 2025, lundi. Score final, 3-1, après prolongations.

L'Egypte affrontait le Bénin, lundi, à l'occasion des 8es de finale de la Coupe d'Afrique de Nations 2025. Un match qui a contraint les Pharaons à aller en prolongations avant de venir à bout des Guépards dans les derniers instants.

L'Egypte bute sur le Bénin
En quête d'un huitième sacre depuis 2010, l'Egypte avait un nouveau match piège à éviter ce lundi. S'ils sont largement favoris sur le papier, les Pharaons n'ont pas vraiment justifié ce statut

face au Bénin. Pourtant, les Egyptiens auraient pu prendre rapidement devant dans ce match sur deux occasions d'Omar Marmoush. Mais l'attaquant de Manchester City butait d'abord sur Marcel Dandjinou (7e) avant de voir Yohan Roche sauver le ballon sur la ligne sur une nouvelle frappe (19e).

C'étaient les seules éclaircies des Pharaons dans cette première mi-temps qui voyait le Bénin tenir beaucoup plus le ballon. Les Guépards, bien appliqués dans tous les compartiments de jeu, se signalaient également sur un coup franc de Junior Olaitan capté par Mohamed

El Shenawy (16e). S'il n'y avait pas de buts dans le premier acte, les deux équipes perdaient chacune un joueur sur blessure avec Tosin Aiyegeun pour le Bénin (29e) et Mohamed Hamdy côté égyptien (45e).

Les Guépards craquent sur le gong face aux Pharaons
En deuxième mi-temps, l'Egypte mettait enfin le pied sur le ballon et commençait à inquiéter le Bénin. Rami Rabia (56e) et Mohamed Salah (61e) s'illustraient déjà, mais butaient sur Dandjinou et sa défense. Les Guépards rétorquaient avec Jodel Dossou dont la frappe était repoussée par El Shenawy (64e). Mais

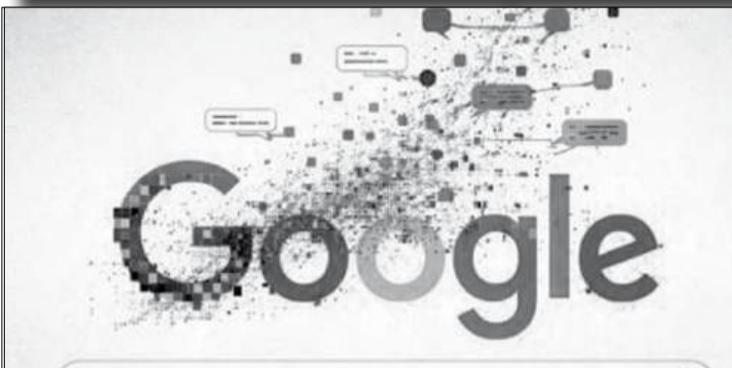
ce sont bien les Pharaons qui débloquaient le match avec une frappe lourde de Marwan Ateya qui nettoyait la lucarne de Dandjinou (1-0, 69e). Un but qui obligeait les Béninois à sortir de leur camp alors que l'Egypte commençait à refermer son bloc derrière. Mais les Pharaons craquaient également sur une mauvaise relance d'El Shenawy qui se rattrapait en sortant le centre tir d'Olaitan mais l'action était bien suivie par Jodel Dossou qui remettait les pendules à l'heure (1-1, 82e). Mohamed Salah avait l'occasion de redonner l'avantage aux siens juste après mais butait incroyablement sur

le gardien béninois (89e). Le sort du match allait finalement se décider en prolongations. Il ne fallait pas assez de temps à l'Egypte pour reprendre l'avantage avec une tête de Yasser Ibrahim qui lobait Marcel Dandjinou (2-1, 97e). Les Guépards essayaient de revenir dans la partie, mais avaient cette fois-ci du mal à percer le verrou égyptien. Mohamed Salah profitait d'une contre-attaque dans les derniers instants pour ajuster Dandjinou et sceller la victoire des Pharaons (3-1, 120e+4). C'est donc l'Egypte qui verra les quarts de finale en s'imposant face à une vaillante équipe du Bénin.





Pourquoi le Google que vous utilisez tous les jours est condamné



chez Google, il se passe quelque chose que l'on ne voit pas, mais qui fait trembler les éditeurs de sites web d'information. Une étude menée par Digital Content Next indique que le trafic de référence depuis Google Search a chuté jusqu'à 25 % pour de nombreux sites, depuis la montée des IA. Dans certains cas, le taux de clics a plongé jusqu'à 61 %. Plus globalement, et toujours d'après plusieurs études récentes, près de 7 recherches sur 10 se terminent désormais sans clic vers un site externe. Pour un média ou une petite entreprise dépendant de ce trafic via les Google Ads, c'est une catastrophe. Alors est-ce que c'est le début de la fin pour le moteur de recherche Google à l'ancienne et son écosystème? Depuis plus de 20 ans, l'entreprise de Mountain View structure notre façon de

chercher, de consommer et même de penser l'information. À chaque modification de l'algorithme, la firme faisait trembler les médias qui devaient s'adapter aux nouvelles règles ou disparaître. Pour tous les éditeurs et notamment, ceux qui cherchent à délivrer des informations fiables de façon indépendante et gratuitement, comme Futura, il fallait donc rester en permanence sur ses gardes. Mais les temps changent et Google aussi s'est fait piéger par l'arrivée fulgurante de la révolution des IA génératives grand public. L'intelligence artificielle générative transforme la recherche sur le Web. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de cliquer sur des liens pour obtenir une réponse : les chatbots fournissent directement des synthèses

instantanées. Pas de clic, pas de revenus pour les médias,... Le processus va s'accentuer avec des navigateurs dédiés à l'IA et lancés par les acteurs du secteur, c'est notamment le cas avec Perplexity ou OpenAI. Pratique pour l'utilisateur, mais très problématique pour les sites et les créateurs de contenus qui voient leur trafic et leur visibilité chuter.

Le temps... l'argent
Le temps de la recherche pure se rétrécit également. Car en parallèle, des plateformes comme TikTok, Instagram ou Threads, grignotent l'attention des internautes. Les contenus courts, visuels et viraux séduisent une génération qui zappe d'une vidéo à un post, laissant les moteurs classiques derrière elle. On ne cherche plus l'info, on en est inondé et on la consulte frénétiquement. Difficile de vérifier, de s'informer face à cette avalanche et une journée se limite à 24 heures. Difficile aussi de générer des revenus pour les éditeurs dans ces conditions. Google doit désormais rivaliser non seulement avec la concurrence directe, mais aussi avec cette distraction permanente qui caractérise le web moderne.

Comment retenir l'attention ?
Si ces changements sont difficiles à absorber pour les médias en ligne, est-ce la fin de Google pour autant ? Forte de sa colossale colonne vertébrale financière, la firme a mis les bouchées doubles pour continuer à tenir le pavé. Son IA Gemini est parvenue à remonter la pente et l'écosystème logiciel avec Android

, les applications et l'ensemble des services que tout le monde utilise, lui permettra de façonner l'évolution et de se maintenir. En revanche, le moteur de recherche traditionnel, tel qu'on l'a connu va certainement mourir à petit feu au profit de Gemini. Mais le géant d'internet reste également un vendeur de publicités et, pour le rester, il va devoir trouver un moyen via Gemini, pour que les éditeurs de contenus puissent percevoir des revenus. En 2026, Google ne va donc pas mourir, mais ne retiendra plus l'attention. Les plus impactés seront les éditeurs qui vont devoir faire leur propre révolution et trouver d'autres chemins pour attirer cette attention et parvenir à se financer. Cette transition vitale pour certains sera tout l'enjeu de cette année.

En Bref...



Un cybercriminel prétend avoir infiltré un serveur de développement de NordVPN au Panama, avec un accès à des données critiques de l'entreprise. Si l'incident n'est pas encore confirmé par le fournisseur, les éléments publiés incluent des codes sources et des clés d'accès à des outils internes.

Le 4 janvier 2026, le hacker sous le pseudonyme «1011» a diffusé sur un forum du dark web des preuves d'accès à l'infrastructure de NordVPN. Ces documents contiendraient des identifiants sensibles pour des plateformes tierces ainsi que l'architecture technique de plusieurs bases de données.

Des environnements de test vulnérables au brute-forcing

Selon les analystes de Dark Web Informer, l'attaque aurait visé un serveur de développement mal configuré. Le pirate aurait utilisé une technique de brute-forcing, une méthode qui consiste à tester automatiquement des milliers de combinaisons de mots de passe jusqu'à forcer l'entrée. Cela signifie donc qu'aucune mesure de protection n'aurait été mise en place sur le nombre de tentatives de connexion. Contrairement aux infrastructures de production souvent très surveillées, ces serveurs de tests constituent parfois un point d'entrée plus accessible, même si, eux aussi, hébergent des informations toutes aussi sensibles. Parmi les échantillons, le hacker présente des fichiers SQL révélant la structure de tables comme salesforce_api_step_details et api_keys. Cette intrusion ne concerne donc pas les données de navigation des abonnés au service. Toutefois, cela pourrait permettre aux attaquants de récupérer les clés du back office de l'entreprise. Avec des jetons Jira et des clés API Salesforce dans la nature, un intrus pourrait par exemple s'infiltrer dans les outils de gestion de projet et de relation client de la société.

Cet avion français « impossible » promet 11 fois moins d'énergie consommée

À l'heure où la lutte contre le changement climatique devient une priorité mondiale, le secteur du transport aérien doit impérativement se réinventer pour réduire son empreinte écologique. Avec l'avènement des carburants durables, des avions plus économies en énergie et des motorisations électriques, l'industrie aéronautique s'engage résolument sur la voie de la décarbonation. Parmi les initiatives prometteuses, le projet d'avion régional 100 % électrique de la startup stéphanoise Eenuee se distingue par son ambition de transformer la mobilité aérienne, en répondant aux enjeux de désenclavement et d'accessibilité tout en minimisant l'impact environnemental. Zoom sur cette révolution aérienne en marche. Dans un contexte de changement climatique croissant, le secteur du transport aérien se transforme

progressivement pour minimiser son empreinte environnementale et réduire ses émissions de CO2. Face à cette urgence, les acteurs de l'industrie s'engagent à adopter des solutions innovantes et durables.

L'utilisation de carburants d'aviation durables (SAF pour Sustainable Aviation Fuel) représente une étape cruciale, permettant de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre tout en tirant parti des infrastructures existantes.

En parallèle, les constructeurs aéronautiques investissent dans le développement d'avions plus économies en énergie, intégrant des technologies avancées pour améliorer l'efficacité opérationnelle telles que l'optimisation des routes aériennes pour réduire les distances parcourues et le temps de vol, des techniques avancées

de gestion du trafic aérien ou, autre exemple, l'ajustement de la trajectoire en vol des avions pour réduire les traînées de condensation, dont l'impact sur le réchauffement climatique pourrait rivaliser avec celui du CO2.

À l'horizon, des alternatives novatrices telles que l'hydrogène et l'électrification totale des aéronefs promettent de révolutionner le transport aérien, rendant les vols non seulement plus performants, mais aussi en totale harmonie avec les objectifs de durabilité. Cette transition vers une aviation décarbonée est essentielle pour répondre aux défis environnementaux actuels et garantir un avenir durable pour les générations futures.

Étonnamment, malgré le développement du rail et des services de transport public, la nécessité de solutions de mobilité aérienne décarbonée

reste cruciale, surtout face aux défis du désenclavement et aux budgets restreints des collectivités. Un besoin se fait sentir pour un transport léger, propre, accessible, sans nécessiter d'importants investissements dans les infrastructures. L'avion tout électrique se positionne pour répondre à cette problématique. Le projet Gen-ee d'Eenuee C'est le cas de l'avion Gen-ee 100 % électrique de la startup rhônalpine Eenuee. Fondée en 2019, cette startup stéphanoise a pour objectif d'électrifier l'aviation régionale avec une solution certifiable, efficiente et silencieuse. Il y a quelques jours, eenuee a annoncé un partenariat stratégique avec Duqueine Group, un acteur de référence dans les matériaux composites, pour accélérer le développement de son avion régional 100 % électrique, avec un premier vol prévu en 2029.



Appel à candidatures pour le Festival du film méditerranéen d'Annaba

Sara Boueche

Les organisateurs du Festival du film méditerranéen d'Annaba ont annoncé, dimanche par voie de communiqué, le lancement des inscriptions pour la 6ème édition de cette manifestation culturelle. Les soumissions sont ouvertes du 8 janvier au 28 février 2026, via la plateforme numérique officielle FilmFreeway.

Ce processus de participation s'adresse aux longs et courts métrages de fiction, ainsi qu'aux films documentaires. Ces œuvres doivent être produites dans les



pays du bassin méditerranéen ou dans d'autres régions du monde. Le festival est devenu un événement culturel majeur, tant au niveau national que méditerranéen.

La 6ème édition ambitionne de présenter des productions cinématographiques de qualité, en accord avec l'identité artistique du Festival et illustrant la diversité des expressions créatives méditerranéennes. Une attention particulière sera portée aux œuvres abordant des thématiques humaines et culturelles contemporaines.

Le Festival du Film méditerranéen

d'Annaba continue d'accroître son rayonnement international et d'affirmer sa position parmi les événements majeurs dédiés au septième art. Il contribue également à dynamiser la scène culturelle et à favoriser les échanges et le dialogue entre réalisateurs, producteurs et professionnels du secteur.

Les organisateurs invitent donc tous les cinéastes, producteurs et distributeurs à soumettre leurs œuvres dans les délais impartis. Ils soulignent que la prochaine édition s'annonce exceptionnelle, tant en termes de programmation et de contenu que d'organisation.

Ouargla, joyau de Yennayer Une immersion au cœur du Palais des Raïs



Sara Boueche

À cœur d'Alger, le prestigieux Centre des Arts et de la culture du Palais des Raïs (Bastion 23) s'apprête ce mardi à accueillir une éblouissante célébration. L'événement, marquant l'aube du Nouvel An amazigh, Yennayer, déployera un vibrant hommage au riche héritage culturel de la wilaya de Ouargla, exaltant ses coutumes ancestrales et ses

traditions vivantes.

Ce festin patrimonial, drapé de l'éloquent étendard «Les ksour de Ouargla au Palais des Raïs : une identité enracinée, une union culturelle lumineuse», déploiera un kaléidoscope d'activités. Des expositions magnifiques révéleront les gestes millénaires de l'artisanat et des métiers d'autan, tandis que des ateliers instructifs initieront à la sculpture sur bois de palmier et à



l'art délicat du sablage.

Des dialogues savants et des réflexions académiques enrichiront également cette quinzaine culturelle, qui s'étirera jusqu'au 12 janvier. Ces échanges scruteront les facettes historiques, sociales et culturelles profondes du legs amazigh des régions de Oued

G'hir et Oued Mya, ainsi que la vibrante littérature amazighe de Ouargla. Des récitals de poésie amazighe, résonnant dans la variante ouarglie, et des rencontres littéraires profondes jalonnent ce parcours.

Une immersion dans l'art culinaire de Yennayer à Ouargla sera également offerte, avec

une attention particulière pour les trésors du ksar antique. La manifestation convierà à la découverte cinématographique avec la projection de «Tinunbia» de Bilal Houbi, avant de s'achever dans la poésie des rituels festifs du mariage ouargli, un moment d'union et de joie immémorial.

L'acteur Ahn Sung-ki, légende du cinéma sud-coréen, est mort à 74 ans

À près une prolifique carrière, longue de près de soixante-dix ans, l'acteur s'est éteint lundi, à Séoul, entouré de sa famille.

L'acteur sud-coréen Ahn Sung-ki, qui a joué dans plus de 170 films depuis les années 1950 dont La Servante et Silmido, est décédé lundi 5 janvier à l'âge de 74 ans à l'hôpital universitaire Soonchunhyang de Séoul, ont

annoncé son agent, The Artist Company, et les responsables de l'hôpital.

«Nous sommes profondément attristés par cette nouvelle soudaine et triste, nous prions pour le repos éternel du défunt et adressons nos sincères condoléances à sa famille endeuillée», a déclaré Artist Company dans un communiqué.

Ahn Sung-ki était hospitalisé

en soins intensifs après s'être étouffé avec de la nourriture la semaine dernière, et luttait contre un cancer du sang, a précisé l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. Il est décédé entouré de sa famille, et laisse derrière lui sa femme et ses deux fils.

Ahn Sung-ki, l'une des plus grandes stars du cinéma sud-coréen, avait fait ses débuts à l'âge de 5 ans dans Twilight

Train en 1957. Il était vénéré par les cinéphiles et ses pairs.

Le président sud-coréen Lee Jae Myung a publié un message de condoléances, affirmant qu'Ahn avait apporté réconfort, joie et réflexion à de nombreuses personnes. «Son sourire chaleureux et sa voix douce me manquent déjà», a-t-il écrit sur Facebook.





TUNISIE

Plus de 50 coureurs algériens au cœur du Désert Hézoua accueille la 6^e édition de l'Ultra Trail Gazelles Sahara

Sara Boueche

Le désert tunisien, cœur battant de la région de Hézoua, gouvernorat de Tozeur, s'apprête à accueillir une vague d'athlètes du monde entier pour la 6^e édition de l'Ultra Trail Gazelles Sahara (UTGS), du 8 au 11 janvier 2026. Cette épreuve, orchestrée par l'Association Sportive d'Athlétisme de Ksar Hellal (ASA Ksar Hellal), est devenue une référence incontournable pour les passionnés de trail en milieu aride, saluée tant pour son défi sportif que pour son magnétisme international.

Cette année, l'aventure promet d'être particulièrement cosmopolite, avec une affluence d'athlètes venus de quinze nations différentes. Plus de cinquante coureurs algériens se joindront à ce pèlerinage sportif, aux côtés de participants tunisiens, français, américains, chinois et bien d'autres horizons lointains, preuve éclatante du

pouvoir d'attraction grandissant de cette course saharienne sur la scène mondiale.

Le coup d'envoi sera donné depuis le site emblématique de Ghar Moussa, plongeant les concurrents dans des paysages à la fois grandioses et impitoyables. Un éventail de parcours est proposé pour satisfaire tous les profils de coureurs, du défi ultime de 110 km aux distances plus accessibles de 70 km, 35 km, 15 km et 5 km. Le 10 janvier 2026 marquera l'apogée de cet événement, avec la journée principale des compétitions.

Mais l'Ultra Trail Gazelles Sahara est bien plus qu'une simple épreuve d'endurance. C'est une véritable immersion, enrichie d'un programme culturel et touristique foisonnant. Des excursions au Parc Chaquaq et au Musée Dar Cherait permettront aux participants d'explorer le patrimoine naturel et historique de la région. Une soirée folklorique tunisienne, prévue le vendredi soir à Ghar



Younes, fera vibrer l'assemblée aux rythmes des musiques et traditions locales, forgeant des liens de camaraderie et de partage entre les athlètes.

À travers cette initiative, l'ASA Ksar Hellal poursuit des ambitions qui dépassent le cadre purement sportif. L'événement se veut un moteur pour le tourisme sportif et alternatif, mettant en lumière les trésors cachés des régions sahariennes et stimulant l'économie locale. Il incarne également des principes essentiels comme la ténacité, la persévérance et le respect de l'environnement, ancrant l'Ultra Trail Gazelles Sahara dans une démarche résolument durable et consciente.

En somme, la 6^e édition de l'UTGS se profile comme un temps fort inoubliable sur l'agenda sportif régional et mondial, où l'immensité du désert se transforme en une scène unique, fusionnant prouesse athlétique, richesse culturelle et exploration.

TUNISIE

Carthage et l'enfance : Une étreinte intemporelle

Sara Boueche

Le 11 janvier 2026, la prestigieuse scène du Théâtre municipal de Tunis s'apprête à vibrer au rythme d'un événement d'une ampleur singulière, fruit de la quatrième édition du festival « Carthage enlace l'enfance », organisé par l'Association Al-Mousaïf Al-Saghir.

Baptisé « Vision de l'enfance entre 1950 et 2050 », cette œuvre scénique d'une ambition remarquable s'impose d'ores et déjà comme l'une des initiatives les plus audacieuses jamais dédiées à la cause de l'enfance au sein du panorama culturel tunisien actuel.

Porté par un slogan empreint d'une symbolique profonde « Une seule enfance... quels que soient les changements du temps », ce projet déploie une approche résolument transversale et intergénérationnelle de la condition humaine à travers le prisme de l'enfance.

Bien plus qu'une simple évocation historique, cette fresque scénique se veut une exploration réflexive des métamorphoses sociales, culturelles et technologiques qui ont imprimé leur marque sur l'enfance au cours d'un siècle.



tout en exaltant la pérennité des valeurs humaines constitutives de notre socle commun.

Le choix du Théâtre municipal comme écrin, lieu intrinsèquement lié à la mémoire et à l'identité culturelle tunisienne, confère d'emblée à cette initiative une résonance symbolique d'une rare intensité. Elle clame, haut et fort, que l'enfance, dans sa richesse et

sa complexité, mérite les plus augustes des scènes et que les défis qui la jalonnent se doivent d'être placés au cœur des débats culturels, éducatifs et sociétaux. Une des singularités les plus frappantes de cette conception artistique réside, sans conteste, dans l'implication vibrante de plus de 400 jeunes âmes, convergentes des quatre coins du territoire tunisien. Cette

confluence juvénile tisse une fresque humaine d'une force captivante, où se fondent les voix et les visages des jeunes citadins et de ceux des zones rurales, composant ainsi une évocation unifiée et profondément inclusive de l'enfance tunisienne.

Plus qu'une simple prestation scénique, cette vaste mobilisation s'érige en un acte pédagogique fondamental, cultivant la participation active, le sens du vivre-ensemble et la synergie collective, tout en intronisant l'enfant au cœur du processus créatif.

Sur les plans artistique et intellectuel, cette œuvre transcende la sphère du pur divertissement pour se muer en un manifeste retentissant, plaident pour un investissement sans faille dans l'enfance, pierre angulaire d'un développement humain et durable. En confrontant les réalités singulières des années 1950, les tourments et les métamorphoses des décennies subséquentes, et les enjeux complexes de notre ère, la pièce lance un vibrant appel à l'équilibre lucide entre l'ancrage dans l'authenticité et l'élancement vers la modernité. Il s'agit d'une quête essentielle pour que le progrès technologique ne

s'opère jamais au détriment des valeurs cardinales qui tissent la trame même de notre humanité.

La scène finale où les enfants proclament : « Je suis l'enfance... le passé me raconte, le présent me met à l'épreuve, et l'avenir m'attend », vibre comme une interpellation éloquente, résonnant avec force auprès des adultes et des instances décisionnelles.

Ce cri de vérité souligne avec insistance que l'enfance ne saurait être reléguée au rang d'une simple étape transitoire ou d'une parenthèse fugace de l'existence, mais qu'elle incarne une responsabilité collective impérieuse et une cause nationale primordiale.

Ainsi, tissant un pont magistral entre la mémoire et l'avenir « Vision de l'enfance entre 1950 et 2050 » transforme l'enceinte théâtrale en un espace de conscience, où l'art s'y révèle comme un puissant catalyseur d'éveil et d'engagement, dont la finalité est d'édifier un avenir intrinsèquement plus humain, pensé et conçu à la juste mesure de l'enfant.



Boire chaud pour se réchauffer, ça marche ?

Quel plus grand plaisir de boire un bon chocolat chaud ou un thé brûlant en plein hiver ? La sensation du liquide chaud provoque instantanément une sensation de chaleur dans tout le corps ... mais est-ce seulement dans la tête ?

L'essentiel

Résumé par l'IA, validé par la Rédaction. Boire chaud procure une sensation de réconfort grâce à l'activation des récepteurs thermiques, mais ne réchauffe pas réellement le corps : la température interne reste stable grâce à la régulation naturelle par l'hypothalamus. Boire froid ou chaud déclenche des réactions différentes sur la digestion : le froid peut accélérer ou ralentir le transit selon les personnes, tandis que le chaud favorise un relâchement digestif léger. La sensation de chaleur après une boisson chaude est surtout une illusion sensorielle ; attention toutefois à ne pas consommer de boissons brûlantes (plus de 60 °C), car elles augmentent le risque de cancer de l'œsophage. Tout comme boire glacé en période de canicule, boire bien chaud par grand froid est un réflexe que nous avons tous. Mais outre la sensation immédiate ressentie, la température de nos boissons permet-elle réellement de réguler notre température corporelle ? Rien n'est moins sûr ...

Boire de l'eau (ou une boisson) chaude ou froide : quel impact sur le corps et la digestion ?

Lorsqu'on sirote une boisson chaude, le premier phénomène est



sensoriel. Les récepteurs thermiques présents dans la bouche, l'œsophage puis l'estomac détectent la chaleur et transmettent l'information au cerveau. Ce signal active des réponses nerveuses associées au confort et à l'apaisement, ce qui explique pourquoi une boisson chaude est souvent perçue comme relaxante. Sur le plan circulatoire, la chaleur entraîne une vasodilatation locale : les vaisseaux sanguins se dilatent, ce qui augmente l'afflux sanguin dans les zones concernées. La digestion peut également être légèrement facilitée, car la chaleur favorise le relâchement des muscles lisses du tube digestif. Lorsqu'on déguste une boisson très froide, les récepteurs thermiques réagissent de façon inverse dès la cavité buccale. Le froid est perçu comme un stimulus plus abrupt, qui sollicite davantage les réflexes du système nerveux autonome. «Le froid provoque une vasoconstriction locale et peut entraîner des contractions réflexes des muscles digestifs» indique le Dr Boucher. Selon les individus et les circonstances, ces contractions peuvent se traduire de deux manières différentes.

Dans certains cas, le froid et le remplissage de l'estomac peuvent activer le réflexe gastrocolique, un mécanisme nerveux reliant l'estomac au côlon, susceptible de stimuler l'activité intestinale et d'accélérer le transit. C'est pour cette raison que certaines personnes sont sujettes à la diarrhée lorsqu'elles boivent glacé en dehors des repas. Chez d'autres personnes plus sensibles, le froid peut au contraire perturber brièvement la motricité gastrique, provoquant une sensation de ralentissement digestif, de lourdeur d'estomac ou de crampes transitoires. Boire chaud ou froid déclenche donc une série de réponses physiologiques complexes impliquant les récepteurs sensoriels, le système nerveux autonome, la circulation sanguine locale et la motricité digestive. Ces mécanismes expliquent pourquoi les effets ressentis peuvent varier d'une personne à l'autre, bien avant toute question d'impact sur la température interne du corps.

Boire chaud peut-il vraiment nous réchauffer ?

Au risque de décevoir les amateurs de chocolat

chaud, qui utilisent cet argument pour justifier leur consommation accrue en hiver : non, boire chaud ne réchauffe pas réellement la température corporelle - du moins pas de façon significative et durable. **Pourquoi alors, avons-nous réellement cette impression ?**

Physiologiquement, la température du corps est maintenue autour de 37 °C par un système de régulation extrêmement précis, piloté par l'hypothalamus. Cette régulation repose sur des mécanismes rapides et automatiques de l'organisme : ajustement du débit sanguin, production ou dissipation de chaleur, transpiration. Face à cette régulation centrale très efficace, l'apport thermique d'une boisson, même très chaude, est en réalité faible. Autrement dit, la chaleur apportée par un thé ou un chocolat chaud est rapidement absorbée et compensée, sans modifier durablement la température interne. Dr Pierre Boucher Médecin généraliste En revanche, boire chaud agit fortement sur la perception de chaleur et le réconfort. La chaleur stimule les récepteurs thermiques de la bouche et du tube digestif, qui envoient au

cerveau un signal clair de réchauffement et de bien-être. Cette sensation est renforcée par la vasodilatation cutanée et viscérale qu'induit la chaleur, ainsi que par l'effet relaxant associé aux boissons chaudes. «Le cerveau interprète alors ces signaux comme un réchauffement global, même si la température centrale reste quasiment inchangée» conclue le médecin. Il existe même un phénomène contre-intuitif : lorsque la boisson est très chaude, elle peut favoriser la transpiration. Cette réponse est logique du point de vue de la thermorégulation, car le corps anticipe un excès de chaleur et active des mécanismes de dissipation. Dans ce cas précis, boire chaud peut paradoxalement conduire à une perte de chaleur, à condition que la sueur puisse s'évaporer : c'est pour cette raison que les habitants de pays chauds et secs ont souvent l'habitude de boire chaud pour se «refroidir», à l'image des Touaregs qui boivent du thé brûlant. Notons toutefois qu'il est déconseillé de boire brûlant, car la consommation de boissons très chaudes (plus de 60 °C) est associée à un risque accru de cancer de l'œsophage. En résumé, boire chaud ne fonctionne pas comme une «source de chauffage interne». Cela modifie surtout la façon dont le corps perçoit et gère la chaleur, sans éléver réellement la température corporelle. Le sentiment de réchauffement est donc principalement sensoriel et nerveux, bien plus que thermique.



Grandir sous le ragard des réseaux sociaux: La pression invisible qui pèse sur les adolescents

Sara Boueche

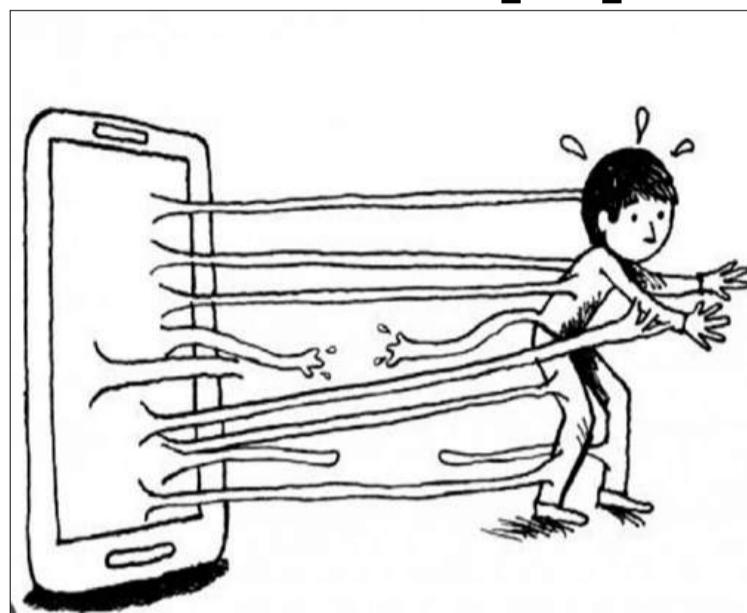
La période de l'adolescence, cruciale pour la construction de l'identité, de l'estime de soi et de la perception du monde, est aujourd'hui profondément marquée par les plateformes sociales. Bien au-delà de leur fonction de divertissement, celles-ci modèlent les standards, orientent les comportements et exercent une influence constante, souvent de manière subtile, sur les jeunes. Cette contrainte, discrète mais généralisée, métamorphose la transition vers la maturité.

Une adolescence constamment sous les projecteurs

Aucune génération n'a été soumise à un examen aussi incessant. Les médias sociaux transforment l'intimité en spectacle et la vie quotidienne en contenu. Chaque cliché, chaque vidéo, chaque texte partagé peut potentiellement être jugé. Les jeunes naviguent donc dans un univers où la reconnaissance sociale est quantifiée par le nombre de «j'aime», d'abonnés et de commentaires. Cette visibilité ininterrompue engendre une sensation d'observation permanente, où la perception de soi doit constamment s'aligner sur les attentes implicites de la communauté virtuelle.

La suprématie de l'apparence et de la comparaison

Ces supports virtuels reposent sur une présentation sélective de la réalité. Corps idéalisés, existences en apparence parfaites,



succès fulgurants : autant de représentations qui nourrissent une tendance quasi inévitable à la comparaison. Pour des adolescents en plein développement psychologique, cette confrontation répétée à des standards irréalistes peut fragiliser la confiance en soi. Le sentiment de ne jamais être «assez» suffisamment beau, populaire ou intéressant s'installe insidieusement, souvent sans être exprimé.

Entre approbation digitale et dépendance émotionnelle

La recherche d'approbation sur le web répond à un besoin essentiel de reconnaissance, particulièrement marqué à l'adolescence. Cependant, lorsque cette validation devient principalement numérique, elle peut entraîner une forme de dépendance émotionnelle. L'absence de

réactions ou la faible visibilité d'une publication peut être perçue comme un rejet personnel. Ainsi, l'état d'esprit, l'assurance personnelle et parfois même l'estime de soi de l'adolescent se retrouvent intimement liées à des indicateurs virtuels, éphémères et impersonnels.

Des conséquences sur le bien-être mental

Les répercussions de cette contrainte numérique ne sont pas anodines. De nombreuses recherches mettent en évidence un lien entre l'utilisation intensive des plateformes sociales et une augmentation de l'anxiété, des troubles du sommeil, voire des signes dépressifs chez les jeunes. La crainte de rater des informations, d'être marginalisé ou de ne pas se conformer aux normes véhiculées alimente un



stress sous-jacent. Dans certains cas, le cyberharcèlement aggrave encore cette fragilité, transformant le monde digital en terrain d'insécurité psychologique.

Accompagner sans diaboliser

Face à cette réalité, il serait simpliste de désigner les médias sociaux comme les uniques causes du mal-être adolescent. Ils offrent également des opportunités d'expression, de créativité et d'interaction sociale. L'enjeu réside plutôt dans l'encadrement : enseigner aux jeunes à aiguiser leur esprit critique, à distinguer la réalité de la mise en scène et à préserver des moments de déconnexion. Le rôle des familles, des pédagogues et des institutions est primordial pour établir un échange sincère, dénué de jugement ou de restrictions disproportionnées.

Réapprendre à s'épanouir hors écran

Être adolescent sous le regard des plateformes numériques exige une maturité précoce face à des enjeux qu'ils ne maîtrisent pas toujours pleinement. Dans ce contexte, il s'avère indispensable de redonner de la valeur à l'authenticité, au temps long et aux interactions humaines. Proposer aux jeunes la chance de s'épanouir hors des écrans, sans public ni approbation instantanée, est sans doute l'un des défis majeurs de notre époque. Car s'épanouir, par-dessus tout, devrait demeurer une démarche personnelle, authentique et affranchie loin des artifices et des yeux indiscrets.

Bouillie bordelaise La recette pour fabriquer ce pesticide naturel



La bouillie bordelaise est un fongicide à base de cuivre, utilisé pour prévenir les maladies des plantes. Elle protège les cultures, les arbres fruitiers et les plantes ornementales contre les champignons. Son mélange de sulfate de cuivre et de chaux forme une barrière qui empêche les infections et maintient le jardin en bonne santé. Mais elle doit être employée avec prudence : toxique pour l'homme, elle peut aussi nuire aux sols si on en abuse.

La recette de la bouillie bordelaise La fabrication de la bouillie bordelaise est simple mais elle doit se faire avec des précautions qu'il faudra respecter. La bouillie bordelaise est le mélange de deux solutions : la première à base d'eau et de sulfate de cuivre, et

la seconde à base d'eau et de chaux éteinte. C'est pourquoi il est très important de porter un équipement spécifique : gants et lunettes de protection.

Dans un seau, mélangez 100 grammes de chaux éteinte avec 5 litres d'eau.

Dans un autre seau, mélangez 130 grammes de sulfate de cuivre et 5 litres d'eau.

Une fois les deux mélanges bien homogènes, prenez un troisième seau dans lequel vous mettrez les deux solutions.

Attention, le ménage ne doit pas être en contact avec du fer. Il est très important de ne pas dépasser la quantité de sulfate de cuivre, cela pourrait détruire la plante !

Comment utiliser la bouillie bordelaise ?

En fonction du dosage, la bouillie

bordelaise pourra être utilisée en préventif ou en curatif. La bouillie bordelaise est très efficace contre le mildiou ! Elle sera utilisée à différents moments de l'année. Au tout début de l'année, les jardiniers écolos traitent tous les arbres du potager en badigeonnant le tronc à l'aide d'un pinceau large. C'est pourquoi le tronc des arbres est blanc. Pour que le traitement à la bouillie bordelaise soit efficace, il faut l'appliquer avant que l'arbre ait des fleurs. Concernant les légumes, la bouillie bordelaise pourra être utilisée avec un pulvérisateur sur les plants de tomates, les betteraves et les pommes de terre.

Timothée Chalamet désigné meilleur acteur lors des Critics Choice Awards

Timothée Chalamet a remporté dimanche 4 janvier le prix du meilleur acteur pour Marty Supreme lors des Critics Choice Awards, cérémonie qui ouvre la saison des récompenses hollywoodiennes cette année. Il a notamment battu Leonardo DiCaprio, dont le thriller politique Une bataille après l'autre a remporté les prix de meilleur film, meilleur réalisateur et meilleur scénario adapté. L'acteur franco-américain mène une campagne très remarquée pour Marty Supreme, réalisé par Josh Safdie, dans lequel il incarne un champion de tennis de table des années 1950 rongé par ses ambitions. «Josh, tu as créé l'histoire d'un homme imparfait avec un rêve auquel on peut s'identifier», a déclaré Timothée Chalamet. «Et tu n'as pas fait la leçon au public sur ce qui est bien ou mal, et je pense que nous devrions tous raconter des histoires comme celle-ci, alors merci pour ce rêve», a-t-il ajouté.

Âgé de 30 ans, Timothée Chalamet n'a jamais caché son

ambition de remporter plusieurs Oscars. Il est désormais le favori de la cérémonie qui se tiendra le 15 mars. Avec sa victoire lors des Critics Choice Awards, découverte par la critique spécialisée, il pourrait avancer ses pions pour les Oscars, récompenses attribuées par des professionnels du cinéma.

Jessie Buckley prix de la meilleure actrice

La cérémonie s'est tenue cette année sur le convoité créneau du premier week-end de l'année, ouvrant la saison des récompenses, et habituellement occupé par les Golden Globes. Ils se tiendront à Beverly Hills le 11 janvier. Jessie Buckley a remporté dimanche le prix de la meilleure actrice pour son rôle d'épouse du dramaturge William Shakespeare dans le drame historique Hamnet. Jimmy Kimmel, lauréat du prix du meilleur talk-show, a profité de la cérémonie pour plaisanter sur sa dispute avec le président américain Donald Trump l'année dernière, qui avait conduit à la suspension temporaire de son

émission. «Merci, Monsieur le Président, pour toutes les choses ridicules que vous faites chaque jour», a-t-il ironisé.

Liste des gagnants des Critics Choice Awards 2026 :

FILM

Meilleur film : Une bataille après l'autre

Meilleur réalisateur : Paul Thomas Anderson, Une bataille après l'autre

Meilleur acteur : Timothée Chalamet, Marty Supreme

Meilleure actrice : Jessie Buckley, Hamnet

Meilleur acteur dans un second rôle : Jacob Elordi, Frankenstein

Meilleure actrice dans un second rôle : Amy Madigan, Evanouïs

Meilleur jeune acteur/actrice : Miles Caton, Sinners

Meilleur scénario original : Ryan Coogler, Sinners

Meilleur scénario adapté : Paul Thomas Anderson, Une bataille après l'autre

Meilleur film d'animation : KPop Demon Hunters

Meilleur film en langue étrangère : L'Agent secret



TÉLÉVISION

Meilleure série dramatique : The Pitt

Meilleur acteur dans une série dramatique : Noah Wyle, The Pitt

Meilleure actrice dans une série dramatique : Rhea Seehorn, Pluribus

Meilleure série comique : The Studio

Meilleur acteur dans une série comique : Seth Rogen, The Studio

Meilleure actrice dans une série comique : Jean Smart, Hacks

Meilleure mini-série : Adolescence

Meilleur acteur dans une mini-série : Stephen Graham, Adolescence

Meilleure actrice dans une mini-série : Sarah Snook, All Her Fault

Le rappeur Calbo, membre du groupe français Ärsenik, est mort à l'âge de 53 ans

Le groupe Ärsenik a marqué le premier âge d'or du rap français, notamment avec son album «Quelques gouttes suffisent», sorti en 1998.

Il était connu sous le nom de Calbo. Calboni M'Bani, l'un des deux membres du groupe de rap Ärsenik, est mort à l'âge de 53 ans, dimanche 4 janvier, a annoncé sa famille sur le compte Instagram du duo qu'il avait fondé en 1992 avec son frère Lino. «En ces moments particulièrement douloureux, la famille appelle à la bienveillance, au respect et à la retenue», a écrit la



famille.

Les deux rappeurs ont marqué le premier âge d'or du rap français, notamment avec leur album Quelques gouttes suffisent, sorti en 1998. Le duo a rejoint le collectif Secteur À aux côtés d'artistes comme Passi et Stomy Bugsy (du groupe Ministère Amer), Doc Gyneco ou Neg Marrons. Il avait notamment marqué les esprits lors de deux soirées réunissant l'ensemble de ses membres en mai 1998 à l'Olympia, pour marquer le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage.

Sur X, le rappeur Rohff a rendu hommage à Calbo : «On a perdu un grand monsieur du rap et un grand frère de la vie. Au-delà de ses accomplissements rappolosiques, je retiens toute la force et la positivité qu'il a transmises au fil des années à ma génération et aux suivantes.» «Calbo est et restera avec nous. Dans les cœurs. Dans les mémoires. Dans les sourires. Dans la force qu'il a laissée», a également réagi le rappeur Stomy Bugsy sur Instagram.

Les falaises d'Étretat admirées par les plus grands peintres s'exposent au Musée des beaux-arts de Lyon

Étretat a vu déferler ces dernières années une nouvelle vague de touristes attirés par le succès de la série Arsène Lupin avec Omar Sy. Mais au pays de l'Aiguille creuse, on n'a pas attendu la télévision pour avoir les images. Plusieurs générations de peintres, et non des moindres, se sont succédé pour immortaliser les paysages exceptionnels de la côte d'Albâtre. Le Musée des beaux-arts de Lyon les réunit dans une somptueuse exposition présentée jusqu'au 1er mars 2026 : Étretat, par-delà les falaises.

À vol d'oiseau, plus de 500

kilomètres séparent la cité normande de la capitale des Gaules. Pour annihiler la distance, les concepteurs de l'exposition ont eu la riche idée d'installer dans la première salle des écrans qui nous téléportent instantanément sur la côte d'Albâtre, vers ses falaises de craie blanche, ses arches de pierre et ses plages de galets. Une affiche des Chemins de fer de l'Ouest nous invite à découvrir Étretat, «à 4 heures de Paris».

C'est par le rail que sont venus, au tournant du XIXe et du XXe siècle, les peintres et les écrivains. Au fil du temps, ils ont fait d'Étretat un village

d'artistes couru, à l'image de Pont-Aven en Bretagne, de Barbizon ou de Grez-sur-Loing, en Seine-et-Marne.

Alors que les falaises d'Étretat s'érodent, fragilisées par la surfréquentation et les effets du changement climatique, le musée lyonnais expose quelque 150 œuvres (tableaux, photographies, documents), posant une loupe sur l'évolution de la représentation de ce paysage iconique, sans tomber dans le piège de la monotonie. Il a fallu attendre les années 1820 pour que les premiers artistes s'installent dans ce village. Eugène Isabey fait figure

de pionnier. Ce peintre de marine réalise in situ un ensemble d'aquarelles, fasciné par les formes de ces monuments naturels. L'exposition présente aussi son tableau sur la ferme du Mont, une mesure typique du pays de Caux. Elle était située sur la falaise d'Amont, en arrière-plan sur la toile. Des peintres y stockaient leur matériel pour ne pas avoir à le transporter chaque jour.

D'autres artistes, français et étrangers, ont rejoint ce Far West français, mal desservi et battu par les vents. Les tableaux du paysagiste allemand Johann Wilhem Schirmer frappent par

leur cadrage resserré et leur précision quasi photographique. Sa toile de 1836, La Falaise à Étretat, décline subtilement les couleurs de la roche et ses strates géologiques.

En face, deux dessins révèlent le coup de crayon de Victor Hugo. Il découvrit le site durant l'été 1835 lors d'un voyage avec sa maîtresse, l'actrice Juliette Drouet. À son épouse, Adèle, il écrit sa fascination pour la falaise percée «de grandes arches naturelles sous lesquelles la mer vient battre les marées». Il estime même avec emphase : «C'est la plus gigantesque architecture qu'il y ait.»

Travaux publics : Djellaoui préside une réunion consacrée à la présentation du bilan de 2025 et les priorités de 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, dimanche, une séance de travail consacrée à la présentation du bilan d'activités de l'année 2025 des organismes sous tutelle chargés des projets du secteur, ainsi qu'au plan d'action pour l'année 2026, dans les domaines des autoroutes, des voies ferrées, du transport guidé, et des infrastructures portuaires, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, des exposés sur les principaux programmes et projets supervisés par les organismes sous tutelle ont été présentés, notamment le projet d'extension du port d'Annaba comprenant la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet intégré du phosphate, et les projets de transport guidé, outre la présentation du bilan de l'Algérienne des autoroutes (ADA), des programmes de maintenance de l'autoroute Est-Ouest, ainsi que du bilan de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) et son programme pour l'année 2026.

Lors de cette réunion, M. Djellaoui a donné un ensemble d'instructions et de directives



sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets en cours et de respecter les délais contractuels, tout en intensifiant les opérations de maintenance, notamment au niveau de l'autoroute Est-Ouest, et en garantissant sa durabilité. Il a également insisté sur la relance des projets à l'arrêt selon les priorités établies et sur la levée des obstacles sur le terrain, dans le strict respect des normes de qualité et de sécurité. S'agissant du domaine ferroviaire, le ministre a souligné l'importance d'accélérer la

réalisation et la réception des projets structurants, de lancer et de finaliser les études programmées dans le cadre du programme de l'année 2026, et de poursuivre les opérations d'étalement du réseau ferroviaire, avec un suivi précis du projet de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba dans la wilaya de Tébessa, ainsi que le renforcement du suivi sur le terrain et la réalisation de passages à niveau.

A propos du transport guidé, le ministre a donné des instructions pour accélérer la

cadence de la réalisation des projets de transport guidé, tout en améliorant la coordination entre les différents intervenants. Quant aux infrastructures portuaires, M. Djellaoui a insisté sur la nécessité d'accélérer la réalisation du projet d'extension du port d'Annaba, comprenant la construction du quai minéralier inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate, en veillant au respect des délais de réalisation, au suivi sur le terrain et à la conformité aux normes de qualité.

Concernant l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), le ministre a rappelé l'importance de renforcer les mécanismes de contrôle technique, de garantir de la conformité des travaux aux normes en vigueur, et d'élaborer un guide technique de référence unifié et un programme de formation pour l'année 2026. Au sujet de l'institut technique des travaux publics et de la recherche d'Aïn Defla, il a donné des instructions à l'effet d'équiper cet établissement et d'installer une équipe de travail chargée d'élaborer le plan et les programmes de formation et de recherche.

En ce qui concerne la numérisation, le ministre a insisté sur la nécessité de recourir aux plateformes numériques pour le suivi des projets et la gestion administrative, ainsi que pour accélérer la modernisation des organismes placés sous tutelle.

M. Djellaoui a aussi souligné l'impératif d'accélérer la

réalisation des projets structurants, d'assurer un suivi de terrain permanent, de respecter les normes de qualité et de lever immédiatement les obstacles sur le terrain, afin de garantir la concrétisation des programmes du secteur conformément aux objectifs fixés.

Venezuela : Le groupe A3 au Conseil de sécurité appelle les parties concernées à faire preuve de "retenue"

Le groupe des A3 au Conseil de sécurité (Somalie, République démocratique du Congo et Liberia) a appelé, lundi à New York, toutes les parties au Venezuela et au niveau international à faire preuve de "retenue" suite aux derniers événements ayant eu lieu dans ce pays.

"Il est essentiel pour toutes les parties, aussi bien au Venezuela qu'au niveau de l'ensemble de la communauté internationale, de faire preuve de retenue et d'agir en toute responsabilité", a déclaré Lewis Brown, représentant permanent du Liberia à l'Organisation des

Nations unies (ONU), qui s'exprimait au nom du groupe. Il s'agit de "défendre le droit international en évitant toute mesure susceptible d'aggraver les tensions et d'hypothéquer la stabilité régionale", a insisté le diplomate qui intervenait lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée aux derniers développements au Venezuela.

"Les A3 font part de leur solidarité avec le peuple du Venezuela et réitèrent l'engagement de l'Union africaine en faveur de la paix, de la stabilité et du respect mutuel entre nations et régions", a-t-il ajouté.

Il a signalé que les A3

demeuraient "déterminés à défendre les principes fondamentaux du droit international dont le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats comme le prévoit la Charte des Nations unies et ce, dans l'intérêt de la stabilité régionale et de la paix internationale".

Ces principes, note M. Brown, représentent les bases de la coopération internationale et de la coexistence pacifique, rappelant l'importance du dialogue, du règlement pacifique des différends et du respect des cadres constitutionnels et institutionnels.

"La situation complexe au



Venezuela nécessite des efforts globaux, inclusifs ainsi que (des actions) au niveau national. Nous continuons à croire qu'une résolution durable et pacifique de la situation ne sera possible que dans le cadre d'un dialogue interne au Venezuela dans le respect des aspirations et des droits du peuple vénézuélien tout en comptant sur l'appui constructif de la communauté internationale", a-t-il soutenu. Le diplomate a indiqué, néanmoins, que les membres du groupe A3 suivaient la situation au Venezuela avec "beaucoup de préoccupation".